



Commissariat aux comptes

Arnaud BERNARD – Adrien MOLENDI – Damien VALLEE

www.slgexpertise.fr – accueil@slgexpertise.fr

ASSOCIATION ACIS FRANCE

Siège social : Centre Vauban
199-201, rue Colbert, 59000 - LILLE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS *Exercice clos le 31 décembre 2025*

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ACIS FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association ACIS FRANCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation :

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point C. Mention des changements de réglementation comptable de l'annexe concernant les changements de méthode comptable pour l'exercice en cours. Ces modifications portent sur la première application des règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Celles-ci concernent :

- Les produits liés à l'activité sont enregistrés par nature en comptabilité et sont constitués principalement de produits de tarification et de subventions. Nos diligences ont notamment consisté à contrôler par sondage la bonne affectation comptable de ces différents produits, le respect de la séparation des exercices et l'analyse des fonds dédiés.
- La présentation des comptes annuels en conformité avec les règlements ANC 2018-06 et 2019-04, modifiés par les règlements ANC 2022-06 et ANC 2023-03.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ACIS FRANCE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marcq-en-Barœul
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES
SLG EXPERTISE

Signé par Arnaud Bernard
Le 5 juin 2026



doc_qDnM
tx_JvWKvBnQrMOd

Annexe

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

10/04/2026 16:54:19 Edition du bilan v.1.2

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025	31/12/2024
		Durée 12 mois	12 mois
Fonds propres			
Fonds propres sans droit de reprise			
Fonds propres statutaires		28 076 309,73	28 076 309,73
Fonds propres complémentaires		550 611,05	550 611,05
Fonds propres avec droit de reprise			
Fonds propres statutaires			
Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
Ecart de réévaluation		3 203 661,63	3 203 661,63
Réserves			
Réserves statutaires ou contractuelles		6 752 552,51	
Réserves pour projet de l'entité		40 399 401,66	43 892 048,70
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		40 399 401,66	38 172 432,68
Autres réserves			
Report à nouveau			
Report à nouveau		995 690,72	1 070 932,15
dont report à nouveaux des activité sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée		995 690,72	1 070 932,15
Excédent ou déficit de l'exercice			
Excédent ou déficit de l'exercice		2 288 660,45	3 184 664,04
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales		2 288 660,45	3 184 664,04
Situation nette (sous-total)			
Situation nette (sous-total)		82 266 887,75	79 978 227,30
Fonds propres consommables			
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Subventions d'investissement		13 462 900,23	13 983 002,77
Provisions réglementées			
Provisions réglementées		3 078 975,81	3 181 067,45
TOTAL I		98 808 763,79	97 142 297,52
Fonds reportés et dédié:			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds reportés liés aux legs et donation			
Fonds dédiés			
Fonds dédiés		7 865 361,77	7 727 967,56
TOTAL II		7 865 361,77	7 727 967,56
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
Comptes de Liaison			
TOTAL III			
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour risques		714 535,21	640 035,21
Provisions pour charges			
Provisions pour charges		1 168 773,30	1 021 456,30
TOTAL IV		1 883 308,51	1 661 491,51
Dettes			
Emprunts Obligataires et assimilés			
Emprunts Obligataires et assimilés			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		83 914 908,81	68 108 769,29
Emprunts et dettes financières diverses			
Emprunts et dettes financières diverses		2 377 949,64	2 438 115,58
Instruments financiers à terme			
Instruments financiers à terme			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 347 774,98	2 274 847,56
Dettes des legs ou donations			
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales			
Dettes fiscales et sociales		10 733 955,94	10 429 745,61
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés			
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés		649 928,60	1 015 329,94
Autres dettes			
Autres dettes		193 905,39	467 605,77
Produits constatés d'avance			
Produits constatés d'avance		41 163,82	22 404,91

P A S S I F		Arrêté au 31/12/2025 Durée 12 mois	31/12/2024 12 mois
TOTAL V		100 259 587,18	84 756 818,66
TOTAL VI			
TOTAL GENERAL		208 817 021,25	191 288 575,25

Compte de résultat

Regroupé ANC-2023

	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Produit d'exploitation						
Cotisations						
Ventes de biens	2 147,30	0,00			2 147,30	
dont ventes de biens en nature						
dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-soc.						
Ventes de prestations de services	782 289,52	0,92	1 391 577,75	1,70	-609 288,23	-43,78
dont parrainages						
dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-soc						
Ventes de biens et services	784 436,82	0,93	1 391 577,75	1,70	-607 140,93	-43,63
Concours publics et subvt° exploitation	84 777 321,64	100,00	81 925 508,68	100,00	2 851 812,96	3,48
dont contributions financières autorités tarifations						
Versements fondateurs ou consommation dotation consommptible						
Ressources liées à la générosité du public	3 897,46	0,00	2 803,55	0,00	1 093,91	39,02
. Dons manuels						
. Mécénats						
. Legs, donations et assurances-vie	3 897,46	0,00	2 803,55	0,00	1 093,91	39,02
Contributions financières						
Produits de tiers financeurs	84 781 219,10	100,00	81 928 312,23	100,00	2 852 906,87	3,48
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	155 873,95	0,18	210 670,43	0,26	-54 796,48	-26,01
Produits des cessions d'immo incorporelles & corporelles	2 000,00	0,00	13 522,00	0,02	-11 522,00	-85,21
Utilisations des fonds dédiés	500 868,02	0,59	501 159,47	0,61	-291,45	-0,06
Autres produits	1 267 119,69	1,49	1 681 264,47	2,05	-414 144,78	-24,63
dont complément de rémunération TH						
dont quote-part de résultat sur opérations en commun						
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	87 491 517,58	103,20	85 726 506,35	104,64	1 765 011,23	2,06
Charges d'exploitation						
Achats de marchandises	5 453 189,40	6,43	5 522 117,98	6,74	-68 928,58	-1,25
Variation de stocks	56 855,11	0,07	-8 944,22	-0,01	65 799,33	-735,66
Autres achats et charges externes	11 734 612,20	13,84	10 917 982,52	13,33	816 629,68	7,48
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	5 465 049,08	6,45	5 535 931,14	6,76	-70 882,06	-1,28
Salaires	38 263 192,18	45,13	37 181 068,20	45,38	1 082 123,98	2,91
Cotisations sociales	15 011 390,03	17,71	15 706 489,54	19,17	-695 099,51	-4,43
Dotations aux amortissements & aux dépréciations	7 192 266,15	8,48	6 520 914,77	7,96	671 351,38	10,30
Dotations aux provisions	283 984,10	0,33	268 959,50	0,33	15 024,60	5,59
Valeurs comptables des immobilisations cédées	39 626,37	0,05	4 671,40	0,01	34 954,97	748,28
Report en fonds dédiés	638 262,23	0,75	562 695,84	0,69	75 566,39	13,43
Autres charges	78 418,15	0,09	368 913,90	0,45	-290 495,75	-78,74
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	84 216 845,00	99,34	82 580 800,57	100,80	1 636 044,43	1,98
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	3 274 672,58	3,86	3 145 705,78	3,84	128 966,80	4,10
Produits financiers						
De participations						
D'autres valeurs mob. & créances de l'actif immobilisé	1 562 134,44	1,84	1 729 865,43	2,11	-167 730,99	-9,70
Autres intérêts et produits assimilés	9 007,44	0,01	9 763,74	0,01	-756,30	-7,75
Reprises sur dépréciations & provisions			291 022,11	0,36	-291 022,11	-100,00
Différences positives de change						
Produits des immo. financières cédées						
Produits nets s/cessions VPM. et de trésorerie						
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	1 571 141,88	1,85	2 030 651,28	2,48	-459 509,40	-22,63
Charges financières						
Dotations amort., dépréciations et provisions	652 045,04	0,77			652 045,04	
Intérêts et charges assimilées	1 866 205,83	2,20	1 947 035,83	2,38	-80 830,00	-4,15
Différences négatives de change						
Valeurs comptables des immo financières cédées						
Charges nettes s/cessions VPM. et de trésorerie						
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	2 518 250,87	2,97	1 947 035,83	2,38	571 215,04	29,34
RESULTATS FINANCIERS	-947 108,99	-1,12	83 615,45	0,10	-1 030 724,44	-1 232,70
RESULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	2 327 563,59	2,75	3 229 321,23	3,94	-901 757,64	-27,92
Produits exceptionnels	166 281,12	0,20	166 281,12	0,20		
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	166 281,12	0,20	166 281,12	0,20		
Charges exceptionnelles	64 189,48	0,08	66 779,80	0,08	-2 590,32	-3,88
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	64 189,48	0,08	66 779,80	0,08	-2 590,32	-3,88
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	102 091,64	0,12	99 501,32	0,12	2 590,32	2,60
Participation des salariés						
PARTICIPATION DES SALARIÉS TOTAL VII						
Impôts sur les bénéfices	140 994,78	0,17	144 158,51	0,18	-3 163,73	-2,19

Compte de résultat

Regroupé ANC-2023

	Arrêté au : 31/12/2025		31/12/2024		Variation	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
TOTAL VIII	140 994,78	0,17	144 158,51	0,18	-3 163,73	-2,19
PRODUITS	89 228 940,58	105,25	87 923 438,75	107,32	1 305 501,83	1,48
CHARGES	86 940 280,13	102,55	84 738 774,71	103,43	2 201 505,42	2,60
EXCÉDENT OU DÉFICIT	2 288 660,45	2,70	3 184 664,04	3,89	-896 003,59	-28,13
dont excédent ou déficit activités sous gestion contrôlée	2 288 660,45		3 184 664,04			

Compte de résultat

Regroupé ANC-2023

Arrêté au :		31/12/2025		31/12/2024		Variation	
		Montant	%	Montant	%	Montant	%

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Contributions Produits						
Dons en nature						
Prestation en nature						
Bénévolat						
CONTRIBUTIONS PRODUITS						
Contributions Charges						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens et services						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						
CONTRIBUTIONS CHARGES						

Compte de résultat

Regroupé ANC-2023

Liste des structures



Annexe des comptes 2025

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

	Page
1° Informations générales et faits significatifs de l'exercice	5
A) Description de l'objet social de l'ACIS-France	5
B) Description de la nature du périmètre	6
C) Description des établissements de l'ACIS-France	7
1. La Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin	7
2. Notre-Dame de France à Abbeville	8
3. Jean XXIII à Montferrand-le-Château	9
4. Le Prieuré à Pontchâteau	10
5. La Providence à La Flèche	11
6. La Compassion à Saint Firmin	12
7. Saint Vincent de Paul à Yvré l'Evêque	13
8. Les Fassoles à Talant	14
9. Centre Desfontaines à Quincy-sous-Sénart	15
10. Centre Claudine Echernier à Chavanod	16
11. Beau Site à Haroué	17
12. Saint Joseph à Etampes	18
13. Saint Joseph à Créhen	19
14. EHPAD Abbé Charron à Chéroy	20
15. EHPAD de Blon à Vaudry	21
16. Maison des Augustines à Meaux	22
17. Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny	23
18. Siège social de l'ACIS-France	24
D) Evaluation de l'action de l'ACIS-France	27
E) Faits marquants de l'exercice	28
2° Principe et méthodes comptables	33
A) Règlements comptables utilisés, hypothèses retenues et principes généraux appliqués	33
B) Règles d'évaluation comptable	33
B.1. Immobilisations incorporelles	34
B.2. Immobilisations corporelles	34
B.3. Immobilisations financières	37
B.4. Stocks et commandes en cours d'exécution	37
B.5. Créances d'exploitation	37
B.6. Placements de trésorerie	38
B.7. Valeurs disponibles	38
B.8. Comptes de régularisation de l'actif	39
B.9. Fonds associatifs	39
B.10. Ecart de réévaluation	39

B.11. Réserves	39
B.12. Résultat et affectation du résultat	40
B.13. Subventions	41
B.14. Provisions pour risques et charges	41
B.15. Dettes financières	43
B.16. Autres dettes	43
B.17. Comptes de régularisation du passif	43
B.18. Charges et produits exceptionnels	43
C. Mention des changements de réglementation comptable	44
D. Mention des changements de méthode comptable à l'initiative de l'entité	44
D.1. Achat de produit de trésorerie à une valeur différente de la valeur nominale..	44
D.2. Déconstruction du Centre de retraitement	45
E. Informations sur les postes de l'actif	46
E.1. Immobilisations	46
E.2. Amortissements	47
E.3. Stocks	47
E.4. Créances	48
E.5. Valeurs mobilières de placement	49
E.6. Disponibilités	49
E.7. Autres informations	50
F. Informations sur les postes de passif	50
F.1. Information sur les fonds propres	50
F.2. Information sur les fonds dédiés	52
F.3. Les subventions d'investissement	57
F.4. Les provisions pour risques et charges	60
F.5. Les provisions pour indemnités de fin de carrière	61
F.6. Dettes financières	62
F.7. Dettes fournisseurs	65
F.8. Dettes fiscales et sociales	65
F.9. Autres éléments du passif	65
G. Informations sur les postes du compte de résultat.....	66
G.1. Cotisation	66
G.2. Concours publics et subventions	66
G.3. Chiffre d'Affaires et produits de tarification.....	66
G.4. Contribution volontaire en nature	67
G.5. Mise à disposition gratuites de biens	67
G.6. Transfert à un autre projet des ressources dédiées à un projet défini, non totalement utilisées	67
G.7. Autres informations	67
G.8. Transfert de charges	68
H. Autres informations.....	68
H.1. Transactions avec les contreparties	68
H.2. Les honoraires du Commissaire aux comptes	68

H.3. Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants	68
H.4. Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées	68
H.5. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés et avantages en nature alloués	68
H.6. Opérations non inscrites au bilan – informations hors bilan	69
H.7. Effectifs	69
I. Informations spécifiques pour les activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif.....	70
J. Bilan et compte de résultats proforma 2025 et 2024 approuvés par l'Assemblée Générale du 11/06/2025	71

1° Informations générales et faits significatifs de l'exercice

A) Description de l'objet social de l'ACIS-France

C'est dans un but de continuité et de qualité que l'ACIS-France a repris ou créé au fil du temps, 16 EHPAD (Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes) et un foyer de vie pour personnes handicapées vieillissantes.

L'objectif de l'ACIS-France demeure la **continuation des œuvres des congrégations** qui se traduit concrètement par **le développement qualitatif et la pérennisation des institutions reprises**, et ce dans le cadre d'un équilibre financier.

La priorité se porte d'abord sur **les institutions existantes** et sur le développement d'une large offre de services répondant aux besoins actuels et futurs des personnes accueillies.

Le second axe de développement passe par la reprise d'institutions que l'ACIS-France estime pouvoir rendre structurellement viables et donc pérennes.

Il n'existe cependant aucune volonté de démarchage, ni aucun objectif quantitatif de reprise.

In fine, l'ACIS-France offre au plus grand nombre, des services médico-sociaux de qualité dans le cadre des valeurs de respect de la personne humaine, de progrès social et de solidarité qui est traduit dans notre slogan :

« Ensemble au service de l'humain ! »

Les choix de l'ACIS-France sont motivés par le respect de la personne humaine, la solidarité et le progrès social.

Ainsi, l'objet de l'association est de gérer des établissements sous réserve qu'ils répondent aux conditions suivantes :

- Qu'il s'agisse d'un établissement ayant une action médico-sociale au sens large ; aujourd'hui l'action de l'ACIS-France couvre les besoins des personnes âgées et des personnes handicapées ;
- Qu'il s'agisse d'un établissement créé à l'origine par des congrégations religieuses ou une autre association médico-sociale ;
- Que l'établissement réponde aujourd'hui à un besoin, qu'il soit sanitaire ou social, ce dernier étant étudié avec les services autorisant le fonctionnement de la structure et plus particulièrement les Conseils Généraux et les Agences Régionales de Santé ;
- Que les autorisations de fonctionnement permettent d'apporter un accompagnement de qualité à la population accueillie ;
- Que le prix de journée, accepté par toutes les autorités administratives, y compris celle qui statue dans le cadre de l'habilitation au titre de l'Aide Sociale, ne discrimine pas les personnes en fonction de leur niveau de santé ou de revenu.

Au vu de ces éléments, l'ACIS-France accepte de reprendre des établissements. Le développement de l'association ne constitue pas un objectif ; seule la réponse aux besoins importe.

L'ACIS-France permet d'assurer la pérennité d'institutions conformément aux valeurs poursuivies depuis leur création.

Il faut souligner ici que l'existence de ces établissements repose très souvent sur l'initiative et l'effort de religieuses qui ont donné toute leur vie pour construire et faire reconnaître l'institution, et afin d'accorder un service de qualité à une époque où les besoins n'étaient pas toujours couverts par la société. Le projet de chaque établissement doit donc être fidèle à son histoire et s'inscrire dans la durée.

B) Description de la nature et du périmètre

L'ACIS-France gère aujourd'hui 17 établissements sociaux et médico-sociaux et un siège social. Elle est actuellement centrée sur la personne âgée et la personne handicapée conformément à l'article L 312-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

Dans le cadre d'une **gestion autorisée**, cette activité fait l'objet d'un arrêté conjoint du Président du Conseil Général et du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé (ARS).

Depuis la promulgation de la loi 2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'Action Sociale et médico-sociale, les autorisations sont limitées à 15 ans et leur renouvellement est conditionné à une évaluation par un organisme accrédité par l'HAS.

Dans le cadre de **son fonctionnement et des moyens financiers payés par la Collectivité**, les structures sont conventionnées par période de 5 ans avec le Conseil Général et l'Agence Régionale de Santé. Cette convention fixe les objectifs et moyens à mettre en œuvre au service du projet d'établissement.

Conformément à la volonté d'une accessibilité maximale pour ne pas discriminer l'utilisateur en raison de ses ressources financières, **chaque structure est habilitée au titre de l'Aide Sociale**.

En ce sens, il s'agit d'une **activité contrôlée**, naturelle contrepartie en vue de solvabiliser ceux qui au départ ne disposent pas des moyens pour acquitter le prix réclamé.

C) Description des établissements de l'ACIS-France

1. La Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin – Savoie (73)

Adresse : 43, Porte de la Ville – 73330 Pont-de-Beauvoisin

- Cet établissement constitue l'objet de la création de notre association puisqu'il s'agit de la première reprise, réalisée en **1995** afin d'assurer et de développer son activité.
- Cette structure a été entièrement reconditionnée au cours des années 1995 à 2000 pour un montant de **4 millions d'euros**.
Subvention du Conseil Général : 473 354 €
Subvention de la région Rhône-Alpes : 181 011 €
- En 2007 : extension de capacité de 65 à 79 lits** ayant pour objet la création d'une unité spécialisée Alzheimer de 13 places ainsi que la création d'une place temporaire. Cette opération a permis de réduire le nombre de chambre à 2 lits.
Coût : 2 200 000 € financés à 60 % par un prêt PLS et une subvention du Conseil Général et de la caisse de retraite RSI (8 %).
- Une nouvelle opération de modernisation 2019-2023** pour créer un PASA, améliorer les locaux pour le personnel, prendre en compte les normes d'accessibilité et une mise aux normes des équipements techniques (chaufferie, SSI, ascenseurs) pour 5 500 000 €. Cet investissement bénéficie d'un PAI de 800 000 € et d'un agrément APL.
- L'établissement, **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**, compte aujourd'hui 79 lits conventionnés EHPAD.
- CPOM de 1^{ère} génération signé** (2019 – 2023) avec un avenant le prolongeant en 2024 et 2025.
- Dans le cadre d'un partenariat avec l'hôpital psychiatrique de Chambéry, **présence** dans un bâtiment annexe **d'un centre médico-psychologique**.
- Option forfait global depuis septembre 2023.
- Labellisation d'un PASA en janvier 2024

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1995
Capacité totale	79
nombre de lits hébergement permanent	77
nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de places en unité spécialisée Alzheimer	14
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées APL	28

2. Notre-Dame de France à Abbeville – Somme (80)

Adresse : 18, rue des Minimes – 80100 Abbeville

- La reprise de l'établissement a eu lieu en **1997**. La capacité au départ de 65 lits est actuellement de **80 lits**.
- L'établissement est **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- Etant donné l'état architectural des bâtiments et des normes imposées, une **reconstruction complète a été réalisée**.
Les nouveaux locaux ont été inaugurés en juin 2003. Les travaux représentaient **5.8 millions d'euros** financés à 88 % par emprunts lesquels bénéficient de la garantie du Conseil Général de la Somme.
Subvention du Conseil Général : 457 347 €
- **La convention tripartite** a été signée le 1^{er} octobre 2002, renouvelée en 2007 et 2016.
- **Négociation d'un primo CPOM en 2025**.
- Option forfait global au 01/01/2025.
- Un projet de PASA a reçu un avis favorable suite à l'appel à candidature lancé en 2023. Un permis de construire est déposé pour une ouverture en 2027.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1997
Capacité totale	80
Nombre de lits hébergement permanent	80
↳ dont nombre de places PASA à construire	14
Option forfait soins	Global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées APL	40

3. Jean XXIII à Montferrand-Le-Château – Doubs (25)

Adresse : 18, rue d'Avanne – 25320 Montferrand-le-Château

EHPAD regroupant 2 SITES :

Jean XXIII

- Il s'agit d'un établissement de **108 lits** repris au 1^{er} janvier **1998**. Il a été entièrement reconditionné compte tenu des normes de sécurité incendie et des normes de confort.
- Depuis la reprise, la **capacité** a été portée à **115 lits** étant donné la création de deux places d'hébergement temporaire.
- L'établissement est **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- En 2024, ouverture d'un PASA de nuit à titre expérimental pour deux ans, ce dispositif est pérenne à partir de 2026.

Laurent Valzer

- Etablissement repris au 1^{er} janvier **2002**. Sur base de l'expérience acquise auprès de la maison Jean XXIII à Montferrand-le-Château, la Congrégation s'est tournée vers l'ACIS-France pour poursuivre l'action de leur Maison Mère.
- Les **travaux de sécurité** furent réalisés préalablement à la reprise.
- Cette structure compte **49 lits** dont 5 lits d'hébergement temporaire et 6 places d'accueil de jour en plus.
- Dans le cadre de la reprise, il existe **une mise en commun des services généraux avec l'autre établissement** sis à 300 mètres dans la même rue (Jean XXIII). Il s'agit principalement d'une cuisine et d'une buanderie centralisée.
- L'établissement est **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.

Fusion administrative des deux sites depuis le 22/03/2017

Un projet de regroupement physique est en cours pour une capacité totale de 170 places dont 6 places d'accueil de jour. Ce projet est largement soutenu financièrement avec un PAI de 2,5 millions d'euros et une subvention du Conseil Départemental du Doubs de 2 millions d'euros. L'investissement est estimé à 18.763 millions d'euros et les travaux réalisés au 31/12/2025 s'élèvent à 17,4 millions d'euros.

Une première tranche de 80 lits a été livrée en mai 2024. La deuxième tranche est en cours de réalisation.

- **CPOM signé initialement** (2020 – 2024) puis un avenant en cours (2022 – 2026)
- **Option forfait global** depuis octobre 2018

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1998
Capacité totale	170
Nombre de lits hébergement permanent	157
Nombre de lits hébergement temporaire	7
Nombre de places d'accueil de jour	6
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	24
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées APL	157

4. Le Prieuré à Pontchâteau – Loire/Atlantique (44)

Adresse : 27, rue Nantaise -44160 Pontchâteau

- Cet établissement a également été repris au 1^{er} janvier **1998** et présente une **capacité de 80 lits**.
- L'établissement est entièrement **habilité au titre de l'aide sociale**.
- Compte tenu des normes de sécurité et de confort, une **reconstruction complète** de l'établissement a été réalisée.
Les travaux sont terminés depuis 2006.
Subvention du Conseil Général : 1 481 237 €
- **CPOM de 1^{ère} génération signé** (2019 – 2023), avenant pour 2024 et 2025
- **Création d'un PASA**, travaux démarrés en 2023 pour un budget de 1 272 000 €. Le bâtiment a été livré, labellisé et financé au 01/10/2025.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	1998
Capacité totale	81
Nombre de lits hébergement permanent	80
Dont nombre de places PASA labellisé	12
Nombre de lits hébergement temporaire	1
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	80

5. La Providence à La Flèche – Sarthe (72)

Adresse : 32, rue de Beufferie – 72200 La Flèche

- Structure de **126 lits** repris au 1^{er} janvier **2001**.
- Etablissement **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- Cet établissement a dû également être complètement reconditionné. **Les travaux se sont terminés en 2009**.
La structure comprend deux unités d'accueil pour personnes désorientées.
Montant des travaux : 12 000 000 €
Subvention du Conseil Général à hauteur de : 2 151 374.40 €
- **CPOM de 1^{ère} génération signé** avec l'EHPAD St Vincent de Paul à Yvré-l'Evêque (08/2020 – 08/2025)
- Option **forfait global** depuis 2010.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2001
Capacité totale	126
Nombre de lits hébergement permanent	124
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	26
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

6. La Compassion à Saint Firmin – Meurthe-et-Moselle (54)

Adresse : 5, rue de la Barre – 54930 SAINT FIRMIN

- Etablissement de **60 lits** repris en **2001**.
- Cette maison de retraite a fait l'objet en 1994 d'une **rénovation complète** en vue d'obtenir un environnement adapté à la population âgée et de disposer d'un outil favorisant une prise en charge de qualité.
- Etablissement **entièrement habilité au titre de l'aide sociale**.
- La reprise de cet établissement par l'ACIS-France vise à assurer la continuité de l'action médico-sociale initiée par la congrégation.
- **CPOM** en cours avec l'EHPAD Beau Site à Haroué (2023 – 2027).
- Projet de construction d'une chaufferie biomasse en 2026.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2001
Capacité totale	60
Nombre de lits hébergement permanent	60
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale

7. Saint Vincent de Paul à Yvré l'Evêque – Sarthe (72)

Adresse : 20, avenue Guy Bouriat – 72530 Yvré l'Evêque

- Etablissement repris au 1^{er} janvier **2002** qui nécessite la reconstruction complète des locaux sachant que le projet intègre les 14 lits construits en 1996.
- Dans le cadre de cette reprise, l'ACIS-France a obtenu une extension de capacité à **80 lits** dont une unité pour personnes désorientées de 14 places.
- Etablissement **entièrement habilité à l'aide sociale**.
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé avec l'EHPAD La Providence à La Flèche : 08/2020 – 07/2025
- **Forfait global soins** depuis 07/2019
- Les **travaux** se sont terminés en 2008 pour un montant de **7 200 000 €**.
Subvention du Conseil Général : 1 159 059 €
- **Projet de rénovation** de l'espace pour personnes désorientées en 2026.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2002
Capacité totale	80
Nombre de lits hébergement permanent	80
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	12
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

8. Les Fassoles à TALANT – Côte d’Or (21)

Adresse : 20, rue des Fassoles à 21240 Talant

- Etablissement de **120 lits** repris au 1^{er} janvier **2003** et entièrement reconditionné en 1996.
- L'établissement bénéficie d'une **habilitation au titre de l'aide sociale à hauteur de 50 lits**.
- 2017 : diversification par la **création d'une unité d'accueil pour personnes désorientées** sans extension de capacité car transformation des chambres à deux lits en chambres individuelles.
- La **convention tripartite** de la 3^{ème} génération en cours. CPOM prévu en 2026.
- Option **forfait global** depuis 2011.
- Labellisation d'un PASA en septembre 2023.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2003
Capacité totale	122
Nombre de lits hébergement permanent	120
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	12
Dont nombre de places PASA labellisé	12
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	50 lits

9. Centre Desfontaines à Quincy-sous-Sénart – Essonne (91)

Adresse : 8, rue Mère Marie Pia – 94480 Quincy-sous-Sénart

- Il s'agit d'un projet particulier, puisque des congrégations d'Ile-de-France, réunies en association, ont fait appel à l'ACIS-France afin de trouver une solution assurant la prise en charge des Sœurs âgées.

Sur un site appartenant à la congrégation Sainte Clotilde, un **nouvel établissement a été construit.**

L'ACIS-France a obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires :

- **80 lits EHPAD** dont une **unité pour personnes désorientées de 15 places**
- **Habilitation au titre de l'Aide Sociale**

L'établissement a été ouvert le **6 octobre 2003.**

- Les bâtiments ont été loués jusqu'en 2015, l'ACIS-France devient propriétaire en 2016. Acquisition financée par un emprunt à 4 millions d'euros.
- Option **forfait global** depuis 2010.
- **Extension de capacité de 10 places** en octobre 2017
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé avec l'EHPAD St Joseph à Etampes (2020 – 2024). Année prévisionnelle de signature du prochain CPOM : 2026

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2003
Capacité totale	90
Nombre de lits hébergement permanent	90
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	15
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

10. Centre Claudine Echernier à CHAVANOD – Haute-Savoie (74)

Adresse : 320, route des Gorges du Fier – 74650 Chavanod

- Il s'agit également d'une **création** à la demande d'une congrégation ayant identifié un besoin dans le Département.

L'ACIS-France a accepté de monter un dossier de création et a **construit un EHPAD de 103 places dont deux unités d'accueil pour personnes désorientées** représentant 31 places.

L'ACIS-France a obtenu l'ensemble des autorisations nécessaires :

- **103 lits EHPAD**
- **Habilitation PLS**
- **Habilitation au titre de l'aide sociale**
- **Conventionnement tripartite** à dater de l'ouverture au 1^{er} juillet 2009.

Les travaux représentent une dépense de 11.4 millions financés par une subvention du Conseil Général de Haute-Savoie de 2 151 000 €.

- **2^{ème} CPOM** signé pour la période 2025-2029.
- **Option forfait global** en septembre 2021.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2009
Capacité totale	103
Nombre de lits hébergement permanent	100
Nombre de lits hébergement temporaire	3
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	31
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	103

11. Beau Site à HAROUE – Meurthe-et-Moselle (54)

Adresse : 16, rue l'Abbé Harmand -54740 Haroué

- En mars 2007, à la demande du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle et de la DDASS, l'ACIS-France a été sollicitée pour reprendre cet établissement avec l'obligation de **reconstruire dans les plus brefs délais** compte tenu de l'état de l'infrastructure.

La reprise s'est opérée dans l'urgence au 1^{er} mars 2007.

Les travaux ont démarré en 2008 et l'établissement a emménagé dans les nouveaux locaux en juillet 2010.

Les travaux représentent un montant de 10 millions d'euros financés par une subvention du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle de 964 000 € et par une subvention de la CNSA d'un million d'euros.

L'établissement est autorisé pour une **capacité de 82 places, habilité au titre de l'Aide Sociale et bénéficiant d'une habilitation APL.**

- **CPOM** en cours avec l'EHPAD La Compassion à Saint Firmin (2023 – 2027).
- En 2023 : **mutualisation de la buanderie et de la cuisine** avec L'EHPAD La Compassion de Saint Firmin, distant de 8 km.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2007
Capacité totale	82
Nombre de lits hébergement permanent	80
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	14
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	80

12. Saint Joseph à ETAMPES – Essonne (91)

Adresse : 16, rue de Gérofosse – 91150 Etampes

- Suite à la reprise en 1998 de leur établissement Notre-Dame de France à Abbeville, la congrégation nous a sollicités pour reprendre un deuxième établissement sis à Etampes.

L'état de l'infrastructure nécessitait une **reconstruction complète de l'établissement**.

L'établissement a été **repris au 1^{er} janvier 2008** et les travaux ont démarré en 2009 pour un transfert de 50 résidants en 2011 et une extension de 44 places livrées en 2013.

L'établissement comprend aujourd'hui :

- **94 lits EHPAD**
 - **Habilitation PLS**
 - **Habilitation au titre de l'aide sociale**
 - Une **unité spécialisée** pour personnes désorientées de 14 places
- Option **forfait global** depuis 2011
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé avec le Centre Desfontaines à Quincy-sous-Sénart (2020 – 2024).
Année prévisionnelle de signature du prochain CPOM : 2026

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2008
Capacité totale	94
Nombre de lits hébergement permanent	91
Nombre de lits hébergement temporaire	3
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	94

13. Saint Joseph à CREHEN – Côtes d’Armor (22)

Adresse : 2, La Croix Gourieux -22130 CREHEN

- Etablissement de **68 lits repris en 2008**.
- Avant la reprise par l’ACIS-France, cette maison de retraite a fait l’objet de travaux nécessaires en vue d’obtenir un environnement adapté à la population âgée et de disposer d’un outil favorisant une prise en charge de qualité.
- Etablissement **entièrement habilité au titre de l’Aide Sociale**.
- La reprise de cet établissement par l’ACIS-France vise à assurer la continuité de l’action médico-sociale initiée par la congrégation.
- CPOM en cours 2024-2028
- Travaux de mise aux normes 2022 – 2026 afin d’améliorer le confort des chambres, l’organisation des locaux du personnel, la création d’une nouvelle cuisine et buanderie pour 9,5 millions d’euros. Les travaux réalisés au 31/12/2025 représentent 5.8 millions d’euros.

L’opération largement soutenue par deux aides financées par :

- Un PAI de 800 000 €
- Une subvention du Conseil Départemental des Côtes d’Armor de 800 000 €

- Option **forfait global** depuis 2009.
- **Labellisation d’un PASA** de 14 places en 2024

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2008
Capacité totale	68
Nombre de lits hébergement permanent	66
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	global
Habilitation aide sociale	totale

14. EHPAD Abbé Charron CHEROY – Yonne (89)

Adresse : 1, rue de la Grande Maison – 89690 CHEROY

- En janvier 2012, **reprise de cet établissement de 49 lits** dans le cadre d'une opération de regroupement avec l'EHPAD Frédéric Lamy de St Clément (25 km) en vue de reconstruire un établissement de 80 lits sur la commune de CHEROY.

Les **travaux** démarrés en novembre 2013 et livrés en décembre 2015 dans le cadre d'une habilitation APL et d'une subvention de la CNSA (228 000 €).

Montant des travaux : 9 260 000 €

- **CPOM** de 1^{ère} génération signé (2020 – 2024), renouvellement reporté conformément à l'instruction du 7 février 2025.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2012
Capacité totale	80
Nombre de lits hébergement permanent	80
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	14
Dont nombre de places PASA labellisé	14
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	80

15. EHPAD de Blon à VIRE-NORMANDIE (Vaudry) - 14

Adresse : 360, route de Tinchebray 14500 Vire-Normandie Cedex (à Vaudry)

- Etablissement **repris au 1^{er} janvier 2015** avec une capacité de 51 places.
- **La reconstruction** de l'établissement était une condition essentielle dans cette reprise et autorisation a été donnée de passer à 61 places dont 13 places pour personnes désorientées.
- **Travaux** démarrés en 2016 et livrés en janvier 2019 pour un montant de 7 400 000 €.
- **CPOM** en cours 2021 – 2025.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2015
Capacité totale	61
Nombre de lits hébergement permanent	61
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	13
Option forfait soins	partiel
Habilitation aide sociale	10 lits
Nombre de places agréées à l'APL	61

16. EHPAD Maison des Augustines à Meaux (77)

Adresse : 15, rue de l'Abreuvoir – 77100 Meaux

- **Etablissement repris en 2016** à la suite des Augustines de Meaux, congrégation à l'origine de l'ACIS-France en 1995. Aussi, après avoir cédé leur établissement de Savoie, satisfaite de la reprise par l'ACIS-France, la congrégation a cédé son établissement principal à Meaux, origine de la congrégation.
- Etablissement de **153 lits**.
- Poursuite en 2025 d'un **programme d'investissement** très important (700 K€) pour continuer la mise aux normes (ascenseur, chaufferie, accessibilité, lutte contre la légionelle) et récemment la rénovation de l'unité Alzheimer.
- **CPOM** de 1^{ère} génération signé pour la période 2019 – 2023, avenant pour 2024, prolongé jusqu'en 2026
- Option forfait global depuis septembre 2024.

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2016
Capacité totale	153
Nombre de lits hébergement permanent	153
Dont nombre de place en unité spécialisée Alzheimer	28
Option forfait soins	Global
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	125

17. Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny (74)

Adresse : 425 rue Hortense Mancini – 73250 Saint Pierre d'Albigny

- Il s'agit d'une **création ex nihilo pour personnes handicapées** de 52 places dont 12 places d'appartements pour les plus autonomes ; 4 places d'accueil de jour et 2 places d'hébergement temporaire.
- **Travaux** démarrés en septembre 2015 pour 7.8 millions d'euros et ouverture le 6 juin 2017.
- Avril 2020 : transformation de **6 places en Foyer d'Accueil Médicalisé**
- Négociation d'un primo CPOM en 2024 pour la période 2025-2029

EN RÉSUMÉ

Année de reprise ou création	2017
Capacité totale	52
Nombre de lits hébergement permanent	46
Nombre de lits hébergement temporaire	2
Nombre de places d'accueil de jour	4
Dont nombre de places d'accueil foyer d'accueil médicalisé	6
Habilitation aide sociale	totale
Nombre de places agréées à l'APL	44

18. Sièges social de l'ACIS-France

Le Siège de l'ACIS-France est installé à Lille, au Centre Vauban. Il s'agit d'une surface de Bureau de 1 300 m².

Cet espace est adapté à notre activité et en particulier permettant d'organiser des réunions ou des formations pouvant regrouper l'ensemble des établissements dans de bonnes conditions.

Le Siège de l'ACIS-France est perpétuellement en développement en vue de s'adapter aux besoins de ses établissements.

Le Siège est autorisé par le Conseil Départemental du Nord dans le cadre d'une autorisation quinquennale ; actuellement sur la période 2021 – 2025. L'autorisation a été renouvelée fin 2025 pour une nouvelle quinquennalité.

En application de l'article R 314-92 du Code de l'Action Sociale et des Familles, les frais de siège sont arrêtés par le Président du Conseil Départemental du Nord au prorata des charges brutes des sections d'exploitation calculées sur base du dernier exercice.

La volonté de l'ACIS-France est de compter sur un Siège qui puisse être un réel **soutien logistique** pour ses établissements et ses Directions respectives. Nous organisons des rencontres par métier, les Directions, les comptables d'établissement, les infirmières responsables par exemple.

Si c'est un objectif important au niveau associatif, c'est aussi une garantie essentielle pour nos partenaires.

Ainsi, nous avons centralisé certains domaines afin de réaliser des économies, mais surtout de gagner en efficience.

Le Siège intervient donc dans de nombreuses matières et dans de nombreux dossiers afin de développer et d'assurer une efficacité au sein de nos différents établissements, que ce soit au niveau juridique, économique, administratif, humain, mais aussi afin d'encadrer la démarche qualitative des structures.

Le Siège permet aux Directeurs d'établissement d'une part de travailler en équipe, mais aussi d'aborder de manière collégiale l'ensemble des aspects techniques.

Bien évidemment, une telle organisation laisse aux Directions la possibilité de dégager du temps nécessaire pour l'animation de leur établissement, de ses équipes, du temps relationnel avec les bénéficiaires et leur famille, et permet l'adéquation du projet de vie à la réalité quotidienne.

Présentation des services rendus par le Siège

1. Services en matière de Comptabilité

- Formation du personnel administratif des établissements aux méthodes comptables et aux procédures de notre Association et récemment à la dématérialisation des factures,
- Mise en place du schéma comptable et d'une méthode de travail,
- Mise à jour du logiciel et Formation au logiciel,
- Maintenance téléphonique permanente avec possibilité, si nécessaire, de prendre « la main » par liaison informatique,
- Mise en place d'une méthode de travail pour préparer la clôture,
- Clôtures comptables avec production des comptes administratifs, des bilans et des analyses financières.
- EERD : les EERD sont réalisés et déposés par le siège social.

2. Services en matière de Budget

- Hypothèses budgétaires générales
- Mise en place d'une méthode de travail pour préparer les budgets
- Validation et formalisation des budgets
- EPRD : les EPRD sont réalisés et déposés par le siège social
- Procédures contradictoires
- Mises à jour des budgets
- Suivi mensuel et production de tableaux de bord

3. Services en matière financière

- Suivi journalier de la trésorerie
- Placement de trésorerie
- Suivi de la gestion des dettes financières
- Négociation et suivi des emprunts

4. Services en matière d'investissements

- Plan d'investissements pluriannuel
- Investissements immobiliers
- Plan de financement des travaux immobiliers
- Analyse technique et demandes d'autorisations préalables d'investissements.

5. Services en matière de ressources humaines et juridiques

- Formation du personnel administratif des établissements aux techniques de paie et aux procédures internes de notre Association
- Mise en place d'un schéma de paie et d'une méthode de travail
- Mise à jour du logiciel de paie
- Formation au logiciel de paie
- Maintenance téléphonique permanente avec possibilité, si nécessaire, de prendre « la main » par liaison informatique
- Centralisation de la DSN et des cotisations sociales
- Aide au recrutement chaque fois que nécessaire
- Mise à disposition de l'ensemble des documents juridiques (contrat de travail, solde de tout compte, attestations diverses...)
- Mise en commun de la documentation juridique et réglementaire
- Notes internes sur l'actualité et dispositions à prendre
- L'opérationnalisation de la veille juridique
- Conseils juridiques sur toutes les matières touchant au droit social résultant de la conclusion, de la réalisation ou de la rupture du contrat de travail
- Mise en place, le suivi et la gestion de la représentation du personnel et des instances représentatives du personnel
- Suivi des contentieux
- Suivi des dossiers de prévoyance et de mutuelle
- Formation : mutualisation du plan de développement des compétences de manière à ce que l'ensemble du budget formation puisse servir aux établissements de l'ACIS-France et de permettre de redéployer les moyens non-utilisés sur les établissements ayant des besoins supérieurs au plan, voire d'obtenir des moyens de mutualisation auprès du collecteur.

6. Services en matière de qualité

- Projet d'établissement, contrat de séjour, règlement de fonctionnement
- Projet d'extension ou de diversification d'activité
- Démarche qualité :
 - mise en place des procédures, d'outils de mesure et de protocoles cadres,
 - mise en œuvre des évaluations internes et externes
- Evaluation qualitative continue
- La démarche CPOM, son suivi annuel et son renouvellement
- Le suivi des inspections

7. Services en matière de système d'information

- Administration du réseau privé virtuel,
- Droit d'accès aux serveurs du Siège qui hébergent toute la gestion des établissements (paie + comptabilité + facturation)
- Droit d'accès au site intranet avec différents modules (juridique, gestion, procédures qualité et procédures internes, infrastructure...)
- Formation du personnel au programme en collaboration différents éditeurs de logiciels (gestion – soins – planning...)
- Maintenance téléphonique permanente avec possibilité, si nécessaire, de prendre « la main » par liaison informatique
- Centralisation du parc informatique et de son renouvellement

8. Services en matière de bâtiments

- Suivi et analyse des bâtiments pour les conformer aux normes
- Aide dans le suivi de l'entretien – maintenance des bâtiments, l'élaboration et la conclusion des contrats
- Aide dans l'optimisation des installations techniques
- Centralisation dans le cadre des obligations du Décret tertiaire

9. Services en matière de coordination

- Comité Economique et Social Central organisé deux fois par an
- Comité de Management dont la définition et la compétence sont définies à l'article 43 des statuts
- Le Siège, par sa coordination, permet un travail d'équipe des Directions où l'expérience de l'un profite à un autre, ce qui donne la possibilité d'améliorer sans cesse nos process de gestion.

10. Services en matière de communication

- Charte graphique de communication
- Cadre commun au livret d'accueil, plaquette de l'Association, du projet associatif qui doit guider la mise en œuvre de chaque projet d'établissement
- Suivi du site internet

11. Autres services

- **Contrats Cadre**

Des marchés groupés sont négociés par le Siège, ce qui permet d'engendrer des économies récurrentes. Citons les assurances, les organismes de contrôles, le blanchissage à l'extérieur, l'alimentation à l'extérieur, l'incontinence, les imprimés de bureau, copieurs, logiciels métiers..., l'ensemble des marchés pour lesquels la proximité ne constitue pas un caractère essentiel.

D) Evaluation de l'action de l'ACIS-France

Notre action a commencé au 1^{er} janvier 1995 avec la reprise d'un établissement en Savoie. Très vite, nous avons reçu d'autres demandes de reprise, et nous gérons aujourd'hui seize maisons de retraite et un foyer pour personnes handicapées.

Faut-il réitérer que nous n'avons pas de stratégie d'implantation et que, seul le bouche à oreille, fait par les congrégations entre-elles, nous amène les nouvelles demandes.

Il en résulte que l'ACIS-France créée au départ, pour répondre à une Congrégation, apporte après quelques années d'existence, une réponse spécifique, particulière, originale, actualisée et individualisée à des institutions chrétiennes menacées de fragilisation, voire de disparition.

Le concept associatif vise à permettre une accessibilité maximale au plus grand nombre quel que soit son sexe, ses convictions ou ses revenus tout en garantissant une sécurité et une qualité de vie optimale aux résidents. Une reprise d'institution par l'association engendre donc souvent une série d'importants travaux de remise aux normes et de reconditionnement.

L'accessibilité se traduit par l'habilitation des structures par les départements concernés à l'aide sociale et la plupart du temps à l'agrément APL, mais aussi par le maintien d'un prix de journée le plus abordable possible. C'est cet élément qui garantit aux « petits retraités » un hébergement de qualité.

Un forfait journalier serré au plus juste s'explique bien entendu par une absence totale de but de lucre et d'intérêts personnels. Ainsi, tous les salaires (qui représentent plus de deux tiers des coûts de fonctionnement) de l'ouvrier jusqu'aux dirigeants des établissements ou de l'association, sont alignés sur la convention collective 51 (convention d'établissements privés d'hospitalisation de soins, de cure et de garde, FEHAP du 31/10/1951).

Par ailleurs, la centralisation de certaines démarches engendre des économies d'échelle et, par conséquent, une meilleure allocation des ressources, tout en laissant aux directions locales la responsabilité de la gestion quotidienne.

La taille de l'association renforce le pouvoir de négociation dans le cadre de contrats d'assurance, de contrôles périodiques des installations, du blanchissage du linge, des produits d'incontinence, de l'alimentation à l'extérieur..., avec des entreprises dont le rayonnement est national. Les économies réalisées sont récurrentes.

Relevons également un contrôle de gestion sain des institutions, par le biais d'un réseau informatique, permettant une étude attentive de la conduite des budgets au cours de l'année et un suivi mensuel par tableau de bord.

Par ailleurs, notre savoir-faire nous permet de faire preuve d'inventivité et de rationalisation dans les chantiers d'humanisation où le moindre dérapage peut avoir des conséquences substantielles à long terme.

Ces quelques exemples permettent de comprendre les économies réalisées au niveau d'un seul établissement et ce, grâce aux synergies mises en œuvre.

Si nous reconstruisons les bâtiments pour qu'ils soient encore opérationnels dans 30 ans, un de nos buts essentiels est de garder cet esprit et ce goût du service rendu à la collectivité qui caractérise aussi bien les congrégations que les associations médico-sociales, quel que soit leur origine.

E) Faits marquants de l'exercice

1. Contexte

Après plusieurs années difficiles où les établissements sociaux et médico-sociaux ont traversé une période de turbulence à plus d'un égard, cette année ouvre un espoir durable vers des jours meilleurs :

- ❶ Une image dégradée du secteur impactant la confiance de certaines familles, commence à avoir moins de retentissement dans nos structures.
- ❷ Une tension dans le recrutement du personnel qui se modère
- ❸ Par contre, un contexte de contraintes financières publiques qui s'accroît et crée un déséquilibre entre d'une part les besoins et les exigences croissantes et d'autre part les ressources mobilisables.

2. Périmètre

Le périmètre est identique entre les deux exercices avec 1 581 lits.

L'effectif de personnel évolue de 5.5 ETP en intégrant l'intérim lequel représente 13 ETP en 2025 ; le ratio de personnel se conforte à 0.69.

Le total du bilan progresse de 9 % pour atteindre 208 817 021 €.

Le cumul du chiffre d'affaires et des produits de tarification progressent de 3,4 % pour atteindre 85 561 758 €.

3. Management

Les changements intervenus sur 2025 :

- **EHPAD La Providence à La Flèche**
La direction de l'établissement étant vacante au 01/01/2025, la gestion journalière a été assurée sur place par Bénédicte DELABY. Un nouveau directeur, Mr Bertrand Lebrun est arrivé en mai 2025.
- **EHPAD Les Fassoles à Talant**
Suite au départ de Mme Nolwenn Gauthier, un nouveau directeur, Mr Vincent Dupin, a été recruté en Septembre 2025.

4. Autorisation de fonctionnement

- **L'activité de l'EHPAD est aujourd'hui conditionnée à la signature d'un CPOM** (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens) dont la durée est de 5 ans sur base d'un calendrier fixé par les Conseils départementaux et ARS.
Au 31/12/2025, 14 CPOM sont signés.
Dans l'attente, les effets des anciennes conventions tripartites se poursuivent pour les autres établissements.

Au cours de l'exercice 2025, les CPOM du Foyer du Col du Frêne à St Pierre d'Albigny et de l'EHPAD Notre-Dame de France à Abbeville ont été entérinés

- **Notre-Dame de France à Abbeville** : Passage au forfait Global

5. Mise en place des évaluations

Le processus d'évaluation est modifié à la fois en termes de référentiel et de calendrier fixés conjointement par les ARS et Conseils départementaux.

Les établissements suivants ont réalisé leur évaluation de l'amélioration de la qualité selon le nouveau référentiel HAS :

- En 2023, les établissements de Meaux et d'Abbeville.
- En 2024, 8 établissements : Jean XXIII à Montferrand-le-Château, La Providence à La Flèche, Saint Vincent de Paul à Yvré l'Evêque, Les Fassoles à Talant, l'EHPAD Abbé Charron à Chéroy, Le Prieuré à Pontchâteau, La Maison des Augustines à Pont-de-Beauvoisin et le Centre Claudine Echernier à Chavanod.
- En 2025, 5 établissements : Le Centre Desfontaines à Quincy sous Sénart, l'EHPAD Saint Joseph à Etampes, l'EHPAD La Compassion à Saint Firmin, l'EHPAD Beau Site à Haroué et l'EHPAD Communauté de Blon à Vaudry.

Les prochaines évaluations sont prévues en 2027.

6. Modification des Statuts

Suite à la démission de trois Associations, membres « personne morale de l'ACIS-France », modification des Statuts afin de modifier la représentation et ainsi désigner autrement les représentants des trois associations démissionnaires. Cette délibération a été inscrite dans les statuts en Février 2025.

7. Le personnel

Il nous plaît de souligner que **les équipes de toutes nos structures incarnent la solidarité**, valeur fondamentale de l'ACIS-France pour surmonter avec détermination et dignité cette période au regard de la grande fragilisation de la population hébergée.

Cette période a modifié bien des choses avec l'impérieuse nécessité de s'adapter en permanence afin de prendre soin des personnes accueillies au sein des établissements de l'ACIS-France.

Sans relâche, une des principales préoccupations de l'ACIS-France est tournée autour du personnel, pour que chaque direction puisse compter chaque jour sur un effectif en nombre et en qualification.

Le recrutement et la fidélisation occupent plus que jamais, une place prépondérante dans le quotidien de chaque manager.

Au-delà de l'affirmation d'un noble principe, **nous avons lancé en 2023 une enquête associative** permettant de recueillir la **perception du personnel** :

- Concernant son vécu au travail à travers les valeurs associatives, le sens du travail, l'ambiance, la santé au travail et les conditions de travail.
- Afin de mesurer la satisfaction au travail : le personnel est-il globalement satisfait ? Quels sont les éléments positifs ? Quels sont les points négatifs ? Quels seraient les points à améliorer ? Quels seraient les perspectives ? Quelles projections faisons-nous au niveau de l'Association mais aussi au niveau de chaque établissement ?

La démarche a été globalement bien accueillie avec un taux de réponse de 60 % ce qui nous a permis en 2024 de lancer plan d'action d'une part au niveau de l'ACIS-France et d'autre part au niveau de chaque établissement.

Il s'agit d'une démarche nouvelle qui ouvre de nouvelles perspectives en termes de dynamisme, de sens au travail, de bienveillance, de culture d'entreprise ... où notre slogan « *Ensemble, au service de l'humain !* » cherche à se vivre au quotidien de notre projet associatif.

Sur le plan de l'effectif, nous constatons une évolution des ETP de + 5.50 ETP (soit + 0.51 %) et une progression des rémunérations brutes de +1.68 %.

L'enjeu pour l'ACIS-France, comme pour l'ensemble du secteur, sera **de poursuivre avec ses équipes le travail initié dans le cadre de l'enquête associative** afin de mettre en œuvre les plans d'action, afin d'atteindre **l'objectif fixé de fidéliser sans relâche et de recruter davantage.**

En effet, le fonctionnement de nos établissements repose sur l'implication de notre personnel dans le projet de chaque établissement en particulier et du projet associatif dans sa globalité. Faire vivre nos projets d'établissement nécessite un effectif en nombre et en qualification.

Toutes les initiatives en la matière peuvent faire la différence dans un environnement concurrentiel avec les autres employeurs pour se différencier à la fois au niveau du recrutement (être attirant pour le candidat) et au niveau de la fidélisation (réunir les conditions pour avoir l'envie de rester).

Le renforcement du taux d'encadrement est un objectif poursuivi depuis des années, plus que jamais le renforcement de cet objectif constitue la feuille de route de chaque manager au service de notre projet associatif.

Une nouvelle enquête sera lancée en juin 2026 afin de mesurer l'évolution depuis 3 ans et ainsi établir un nouveau plan d'actions.

8. Les investissements

Sur le plan des investissements, si l'activité courante s'avère plus complexe, **l'association poursuit son développement interne** d'adaptation et de développement de ses structures, voire de diversification de ses activités.

Précisons qu'aucun projet n'est remis en cause, aucun projet n'est suspendu.

- En particulier, nous avons poursuivi le chantier de reconstruction de l'EHPAD **Jean XXIII à Montferrand-le-Château (25)** qui permettra de regrouper sur le même site l'activité de Jean XXIII et de Laurent Valzer avec notamment un accueil de jour, un PASA de jour et de nuit ainsi que deux unités pour personnes désorientées.

Les travaux démarrés en 2021 consistent en la construction d'un bâtiment neuf comprenant l'administration, les services de restauration, les unités spécialisées avec la livraison de 80 chambres neuves en mai 2024. La rénovation du bâtiment existant se poursuit depuis cette date avec une livraison de 40 chambres en décembre 2025 et enfin la livraison des 44 chambres restantes en janvier 2027.

- Nous avons également poursuivi le chantier de reconstruction de **la maison de retraite Saint Joseph à Créhen (22)** afin d'adapter la structure et ses installations aux normes de confort pour les résidents et l'ergonomie pour le personnel sans extension de capacité. Un PASA a été livré en 2024 ainsi qu'une cuisine et un restaurant en 2025.

- **La création ex-nihilo d'un PASA à l'EHPAD Le Prieuré à Pontchâteau** afin d'offrir un espace pour les personnes présentant une déficience cognitive qui a ouvert en octobre 2025.
- **L'amélioration de plusieurs structures** à la fois sur les conditions d'hébergement, mais également sur les installations techniques.
- **Au total, l'investissement 2025 s'élève à près de 7,5 millions**

9. La trésorerie

Nous avons comptabilisé pour la première fois en 2022 des moins-values éventuelles sur produits de placement, même lorsque le capital était garanti pour un montant de 5 255 354 €. Cette opération a conduit à dégrader significativement le résultat de l'exercice 2022.

Cette même écriture a permis d'améliorer le résultat de 2 090 000 € au cours des deux derniers exercices, mais le contexte d'incertitude nous contraint à passer une nouvelle provision de 652 000 € en 2025 ; la provision s'établit désormais à 3 811 174 €.

Le plan comptable nous oblige à comptabiliser distinctement à l'actif et au passif. **Cet élément augmente sensiblement le total du bilan à savoir : + 7 161 754 € en 2022, 17 635 077 € en 2023 et 17 584 925 € en 2024 et 31 366 658 € en 2025**

10. Les résultats comptables

Après des années COVID où le secteur a été largement soutenu par l'Etat et les collectivités, **nous connaissons depuis 2022 une tension au niveau du financement de nos établissements** à l'image du secteur avec des produits qui ne couvrent pas totalement l'augmentation des charges courantes au regard de l'inflation, de l'énergie (même s'il faut souligner les aides de l'Etat pour amortir l'écart dans le cadre du bouclier tarifaire), de l'évolution des salaires au cours de ces dernières années, de l'augmentation du livret A sur lequel est indexé l'essentiel de nos emprunts.

S'ajoute **dans quelques établissements, une activité qui peine à retrouver celle d'avant 2020. Tous ces éléments viennent contrarier la capacité de chaque établissement à générer un excédent**, laquelle caractérisait notre association au cours de la période précédente.

En effet en 2022, 8 établissements soldaient leur exercice avec des sections en déficit. En 2023, ce nombre se réduit à 6, et à 4 en 2025. Les sections déficitaires se montent à un total de – 389 267 €.

Cette situation, si inconfortable et désagréable soit elle, ne remet pas en cause le travail des Directions qui n'avaient pas de levier suffisant pour combler le manque de recette sauf à dégrader la prise en charge, ce qui aurait été en total contradiction avec nos valeurs associatives.

Bien au contraire, **nous souhaitons souligner l'engagement de chaque Direction pour challenger le personnel** afin de poursuivre notre objet social au service de la population accueillie.

Le résultat global de l'ACIS-France se solde par un excédent de 2 288 660 € et un résultat à affecter excédentaire de 2 330 665 €.

Si l'excédent n'a jamais été une finalité, il n'en demeure pas moins un outil de gestion qui permet de conforter notre action et d'assurer le développement de notre activité.

Cette affirmation prend également tout son sens depuis 3 ans car il permet de faire face à des situations de déficit conjoncturel dans certains établissements.

Nous souhaitons réaffirmer plus que jamais, dans le cadre d'une période où l'image de notre secteur est largement ternie et critiquée dans les médias, que **le résultat au sein de notre association** ne sera jamais un objectif mais **constitue les moyens permettant de développer des projets**, ces derniers étant indispensables à la dynamique de chaque établissement. Cette affirmation nous différencie singulièrement du secteur lucratif.

Le plan ambitieux d'investissement en témoigne car c'est la bonne gestion année par année qui permet de financer des projets pour améliorer le quotidien, à la fois de la personne accueillie mais aussi des salariés qui y travaillent.

2° Principe et méthodes comptables

A. Règlements comptables utilisés ; hypothèses retenues et principes généraux appliqués :

- ANC 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au PCG
- Règlement ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- Règlement ANC 2022-06 et 2023-03 introduisant la modification du PCG, obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025

L'organisation comptable de l'ACIS-France repose sur :

- Une responsabilisation du Directeur d'établissement qui dispose d'une délégation de pouvoir pour organiser et contrôler la comptabilité au jour le jour. Pour ce faire, chaque établissement dispose d'au moins un comptable qui enregistre l'ensemble des écritures.
- Une centralisation de la comptabilité de chaque structure par le Siège social afin d'établir des comptes consolidés et d'adresser les ERRD ou comptes administratifs aux autorités de contrôle et de tarification.
- Une centralisation de la trésorerie par le Siège social afin d'effectuer toutes les opérations de paiement, d'emprunt et de placement.

Il est ici rappelé que toute notre activité relève d'une activité autorisée et contrôlée et que par conséquent l'ensemble des résultats relève des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée.

Subsiste en 2025, un Centre de retraitement qui existe depuis 2000 et qui a pour objet d'enregistrer les écarts entre les règles administratives de financement plus ou moins semblables, et l'application de règles d'évaluation communes à l'ensemble des établissements de l'ACIS-France, règles permettant de respecter les principes fondamentaux de comparabilité, de continuité, de régularité, de permanence et de sincérité.

B. Règles d'évaluation comptable

Ces règles d'évaluation ont fait l'objet d'une décision du Conseil d'Administration du 12 février 2019, pour une application à dater du 1^{er} janvier 2018 et sont repris ci-après.

Il faut préciser que dans l'élaboration et l'application des règles d'évaluation, l'hypothèse retenue prévoit que l'établissement poursuit son activité.

Enfin, en vue de faciliter la lecture, les règles d'évaluation sont rédigées en suivant les différentes rubriques du bilan.

B.1. Immobilisations incorporelles

a) Frais d'établissement

Les frais d'établissement comptabilisent :

- Les frais de constitution (droits d'enregistrement, honoraires, débours), les frais de 1^{er} établissement. Ce sont des frais attachés à des opérations qui conditionnent l'existence, l'activité ou le développement de l'établissement, mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens ou des services déterminés.
- Les dépenses exceptionnelles et non pérennes, liées aux opérations de réorganisation, les dépenses afférentes à l'obligation légale de procéder à une évaluation externe comme condition de renouvellement de l'autorisation de fonctionner, conformément à l'article L 312-8 du CASF.

Les frais d'établissement sont amortis. L'amortissement prend cours à la date réelle de la dépense, ce qui signifie qu'ils sont proratisés la 1^{ère} année.

La durée ne peut excéder 5 ans.

b) Frais d'étude

Il s'agit des charges engagées en vue de la réalisation de projets d'investissements importants.

La durée ne peut excéder 5 ans.

c) Logiciels et site internet

Par logiciel, il faut entendre l'acquisition des programmes informatiques acquis ou créés autre que le système d'exploitation.

Ils sont amortis en 3 ans à la date d'acquisition du logiciel.

La création d'un site internet est de même nature que la création d'un logiciel.

Pour l'ensemble des immobilisations incorporelles :

- La valeur retenue est la dépense correspondante.
- Si le montant est inférieur à 500 € HT, il sera imputé directement dans les charges de l'exercice.

B.2. Immobilisations corporelles

Les constructions sont comptabilisées au coût de construction des bâtiments, c'est-à-dire les fondations, gros-œuvre, toiture, menuiseries, parachèvement, installation électrique, eau, gaz, chauffage, sanitaires, ascenseurs, monte-charge, installations frigorifiques, aménagement des abords.

Il faut également reprendre les frais accessoires tels que les honoraires d'architecte, d'ingénierie, ... Les terrains seront valorisés soit au prix d'acquisition ou à défaut sur base d'une estimation des services des Domaines ou de l'estimation ayant été retenue par l'acte juridique d'apport.

Les immobilisations corporelles dont la durée d'utilisation est limitée dans le temps sont amorties suivant les durées suivantes :

Matériel informatique	3 ou 4 ans ^{(*)1}
Matériel roulant	5 ans
Matériel d'équipement médical	5 ans
Mobilier	5 ou 10 ans ^{(*)2}
Matériel et installation non médical	5 ou 10 ans ^{(*)2}
Grosses réparations et gros entretiens	5 ou 10 ans ^{(*)2}
Agencement et rénovation	15 à 20 ans
Constructions jusqu'au 31/12/2004	33 ans

Construction à partir du 01/01/2005 : amortissement par composants comme suit :

1^{ère} catégorie	Durée
Plâtrerie/cloison, faux-plafond, menuiserie intérieure, électricité courant fort et courant faible, chauffage/ventilation/VMC/plomberie, cellules sanitaires et la moitié de l'ascenseur.	20 ans

2^{ème} catégorie	Durée
Mobilier fixe, peinture, matériel téléphonique, matériel de cuisine, et la moitié de l'ascenseur	10 ans

Le solde	Durée
Gros œuvre, étanchéité, charpente couverture, menuiserie extérieure, serrurerie, démolition, revêtement de sol, abords et VRD, honoraires et frais.	40 ans

()1 La durée de quatre ans est autorisée lorsque le matériel a une extension de garantie de la même durée.*

()2 Il sera préconisé une durée de 5 ans pour un bien dont la valeur d'achat TTC est inférieure à 3 000 Euros et à 10 ans pour un bien dont la valeur d'achat TTC est supérieure à 3 000 Euros. Toutefois, le choix de la durée sera aussi fonction de la durée de la vie économique du bien fixé d'un commun accord entre l'institution et le siège social.*

Les constructions et biens qui, lors de leur acquisition sont, en raison de leurs caractéristiques techniques, destinés à avoir une durée d'utilisation probable inférieure à celles énoncées ci-dessus, sont amorties sur leur durée d'utilité probable.

Lorsque la durée d'un droit d'usufruit, de superficie ou d'emphytéose est inférieure à celle correspondant au taux ci-dessus, leur valeur d'acquisition est amortie sur la durée de ce droit.

Les immobilisations détenues en location-financement et droits similaires sont amorties selon les règles décrites ci-dessus.

L'amortissement prend cours à la date du début de consommation des avantages économiques qui lui sont attachés. Cette date correspond généralement à la mise en œuvre du bien.

Les équipements de réserve, les immobilisations corporelles en cours et les acomptes versés ne font pas l'objet d'amortissement.

Les biens inférieurs à 500 Euros HT, seront portés directement dans les charges de l'exercice.

Evaluation des actifs à la date d'entrée

A leur date d'entrée dans le patrimoine, la valeur des biens est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les biens acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition,
- Les biens produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production,
- Les biens acquis à titre gratuit sont comptabilisés en les estimant à leur valeur vénale.

Le coût d'acquisition d'un bien est égal au prix d'achat majoré des frais accessoires.

Le coût de production d'un bien ou d'un service est égal au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des autres coûts engagés, au cours des opérations de production, c'est-à-dire des charges directes et des charges indirectes qui peuvent être raisonnablement attachées à la production du bien ou du service.

La valeur vénale d'un bien reçu à titre gratuit correspond au prix qui aurait été acquitté dans des conditions normales de marché.

A défaut de marché, la valeur vénale d'un bien est le prix présumé qu'accepterait d'en donner un acquéreur éventuel de l'entité dans l'état et le lieu où se trouve ledit bien.

Les biens acquis à titre gratuit sont comptabilisés en les estimant à leur valeur vénale et la contrepartie constitue un produit exceptionnel à moins d'avoir le caractère d'une subvention d'investissement.

Evaluation postérieure à la date d'entrée

La valeur nette comptable correspond à la valeur brute diminuée des amortissements et provisions pour dépréciation. A la date de clôture de l'exercice, la valeur d'inventaire est égale à la valeur actuelle. Toutefois, lorsque la valeur d'inventaire d'une immobilisation non financière n'est pas jugée inférieure à sa valeur comptable nette, celle-ci est retenue comme valeur d'inventaire.

La valeur actuelle est une valeur d'estimation qui s'apprécie en fonction du marché et de l'utilité du bien pour l'organisme.

L'amoindrissement de la valeur d'un élément d'actif résultant de causes dont les effets ne sont pas jugés irréversibles est constaté par une provision pour dépréciation.

Lorsque les effets sont irréversibles, la dépréciation est constatée comme une perte ou comme un amortissement s'il s'agit d'une immobilisation dont le potentiel des services attendus s'amoindrit avec le temps, l'usage, le changement des techniques ou toute autre cause.

Le plan d'amortissement consiste à répartir le coût d'un bien sur sa durée probable d'utilisation. Toute modification significative des conditions d'utilisation du bien justifie la révision du plan en cours d'exécution.

Si la valeur actuelle d'une immobilisation devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle que la dépréciation soit définitive ou non, ceci dans les conditions suivantes :

- Lorsque la dépréciation est définitive, le bien fait l'objet d'un amortissement exceptionnel pour la différence entre sa valeur nette comptable et sa valeur actuelle. Le reliquat du plan d'amortissement est modifié en conséquence.

- Lorsque la dépréciation n'est pas jugée définitive, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

B.3. Immobilisations financières

Sont également reprises sous cette rubrique, les éventuelles participations et valeurs détenues dans une autre structure, les créances de même que les prêts en particulier dans le cadre du 1% logement, les cautionnements versés en numéraire, les autres titres immobilisés, conservés durablement.

Les immobilisations financières sont évaluées à leur valeur d'acquisition (suivant le cas, au prix d'acquisition ou à la valeur d'apport).

Pour les créances, le prix d'acquisition coïncide généralement avec leur valeur nominale.

La valeur d'acquisition comprend, outre le prix d'achat, tous les frais accessoires tels que les frais d'achat, commissions, courtages, . . .

La valeur d'acquisition des participations peut être réévaluée à condition que la valeur de ces actifs déterminée en fonction de leur utilité pour l'institution, présente un excédent certain et durable par rapport à la valeur comptable.

Des réductions de valeur doivent être comptabilisées sous forme d'une dépréciation sans compensation avec les plus-values.

B.4. Stocks et commandes en cours d'exécution

Les comptes de stock reçoivent les écritures constatant les résultats d'inventaires.

Les biens acquis à titre onéreux sont évalués à leur valeur d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les sorties sont valorisées selon la méthode **FIFO** au coût de l'article le plus ancien dans les stocks. Ainsi, les stocks sont évalués aux derniers coûts d'acquisition ou de production.

Ne sont pas admises, les évaluations au prix standard ou à la valeur de remplacement.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées au coût de revient (prix d'acquisition des matières majoré des coûts directs de fabrication et d'une quote-part des coûts indirects).

Une dépréciation doit être comptabilisée si la valeur actuelle est inférieure au coût d'acquisition ou de production le cas échéant.

B.5. Créances d'exploitation

La distinction est faite entre créances pour prestations (appartenant à l'activité normale de l'institution) et autres créances de l'institution.

Les créances doivent être reprises au bilan à leur valeur nominale après incorporation de l'intérêt ou de l'escompte et sous déduction des réductions de valeur.

Par prudence, une dépréciation est constituée lorsqu'apparaît une perte probable (valeur actuelle inférieure à la valeur d'entrée) dont les effets sont jugés réversibles.

Les créances dont la valeur de remboursement a diminué font l'objet :

- Si la diminution est certaine et définitive (irréversible), de la constatation d'une charge (d'exploitation ou exceptionnelle, à apprécier) ;
- Si la diminution est réversible, d'une dépréciation.

La reprise des dépréciations devenues sans objet est enregistrée par le compte de résultat.

En ce qui concerne les créances vis-à-vis des clients, une dépréciation doit être constatée dès qu'apparaît une perte probable. Le caractère douteux doit s'apprécier à la clôture de l'exercice.

Lorsqu'apparaît une perte probable, la créance doit dès lors être dépréciée, et la dépréciation doit être estimée selon la situation.

Par prudence, en ce qui concerne les clients payants, une créance sera réputée douteuse en cas de non-paiement après un an (50 %) et sera dépréciée totalement après 2 ans.

B.6. Placements de trésorerie

Dans le cadre de l'autorisation de fonctionnement du Siège social et conformément à l'article R 314-87 du CASF, la gestion de la trésorerie est centralisée et les produits financiers concourent au financement des frais de Siège.

Sont repris sous cette rubrique, les créances en compte à terme sur les établissements de crédit et les valeurs mobilières acquises au titre de placements de fonds et qui ne sont pas des immobilisations financières.

Les avoirs auprès d'institutions financières sont évalués à leur valeur d'acquisition.

Les valeurs mobilières sont valorisées au prix d'acquisition comprenant le prix d'achat et les frais accessoires.

Le produit financier doit être acté au 31/12 de l'année lorsqu'il s'agit de supports monétaires purs. Par contre, s'il s'agit d'un support adossé sur de l'obligation et/ou de l'action, la plus-value ne doit être actée qu'en cas de vente desdits supports en cours de l'exercice.

Les placements financiers doivent être réalisés avec une volonté de minimiser le risque.

Des réductions de valeur sont actées lorsque la valeur de réalisation à la date de clôture de l'exercice est **inférieure** à la valeur d'acquisition.

B.7. Valeurs disponibles

Les valeurs disponibles comprennent :

- Les liquidités, à savoir les espèces ou valeurs assimilables et, d'une manière générale, toutes valeurs qui, en raison de leur nature, sont immédiatement convertibles en espèces pour leur montant nominal (disponibilités).
Il s'agit notamment de la caisse, des comptes bancaires ordinaires et des effets à recevoir à échéance immédiate ;
- Les bons qui, dès leur souscription sont remboursables à tout moment ;
- Les comptes bancaires à terme lorsqu'il est possible d'en disposer par anticipation

B.8. Comptes de régularisation de l'actif

Les comptes de régularisation sont enregistrés et évalués à leur valeur d'acquisition et reprennent au bilan la partie imputable à **un ou plusieurs** exercices ultérieurs.

Les charges qui correspondent à des achats de biens et de services dont la fourniture ou la prestation interviendra ultérieurement constituent des charges constatées d'avance.

B.9. Fonds associatifs

Ce compte reçoit les dotations, apports et donations destinés à constituer les "fonds propres" de l'institution, que ce soit lors de la constitution ou ultérieurement.

Les fonds associatifs sans droit de reprise : ce sont les apports correspondant à un bien durable utilisé pour les besoins propres de l'organisme. Dans le cas contraire, il est à inscrire au compte de résultat.

Les fonds associatifs avec droit de reprise : ce sont des apports qui impliquent la mise à disposition provisoire d'un bien au profit de l'organisme.

Les dons et legs en capital : ce sont les dons et legs en immobilisations physiques ou financières ainsi que les dons et legs en espèces affectés à des opérations d'investissement ou à employer en achats de valeurs.

Par contre, les dons manuels constituent des produits de l'exercice.

B.10. Ecart de réévaluation

L'association peut procéder à une réévaluation des immobilisations corporelles et financières à la seule condition qu'elle porte sur son ensemble.

Sont exclus la réévaluation des immobilisations incorporelles et des actifs circulants.

Les écarts de réévaluation peuvent être actés lorsque la valeur des immobilisés auxquels ils se réfèrent présentent, en fonction de leur utilité pour l'institution, un excédant certain et durable par rapport à la valeur comptable.

Les écarts peuvent être incorporés, en tout ou partie, dans le fonds associatif par décision du Conseil d'Administration.

Les écarts de réévaluation sont repris au bilan, c'est la valeur nette comptable du bien qui est réévaluée pour la porter à sa valeur à la date de réévaluation. L'écart de réévaluation est ajouté à la valeur brute du bien.

B.11. Réserves

Les réserves comprennent les excédents maintenus dans l'établissement autres que le résultat de l'exercice, le report à nouveau ou résultat sous contrôle de tiers financeurs.

Elles ne peuvent servir que de fonds propres, pour l'absorption des déficits encourus ou pour constituer la réalisation d'un projet associatif.

Dans cette dernière hypothèse, les conditions sont :

- Être conforme à la réalisation de l'objet de l'association,

- Être clairement identifié, les coûts imputables au projet devant être nettement individualisés,
- Comprendre des dépenses importantes qui ne présentent pas un caractère annuel et qui ne peuvent être assimilées à des charges courantes de l'association,
- Faire l'objet d'une programmation établie sur la base d'un échéancier de dépenses nettement définies, qui peuvent se regrouper en deux grandes catégories :
 - Coûts des investissements,
 - Charges d'exploitation liées à la réalisation du « projet associatif ».

Lorsqu'il existe un projet d'investissement important, à court ou moyen terme, il sera proposé une affectation des excédents de gestion en réserves au titre : « **D'excédent affecté à l'investissement** ».

B.12. Résultat et affectation du résultat

Au sein d'une association gérant plusieurs établissements, relevant d'organismes de financement multiples, il est nécessaire de décomposer le résultat comptable en différents éléments et ce, en raison de mécanismes de financement spécifiques et de dispositions réglementaires particulières.

Il faudra distinguer :

- Le résultat définitivement acquis,
- Le résultat sous contrôle de tiers financeurs

1° Affectation du résultat comptable définitivement acquis

a) Déficit

C'est l'Assemblée Générale qui statue sur l'affectation du résultat déficitaire. Les modalités de répartition sont les suivantes :

- En diminution du report à nouveau créditeur
- En diminution des réserves.
- En report à nouveau débiteur
- La diminution de la réserve de compensation

b) Excédent

C'est l'Assemblée Générale qui statue sur l'affectation du résultat excédentaire. Les modalités de répartition sont les suivantes :

- En apurement du report à nouveau débiteur
- En constitution de réserves
- En complément du report à nouveau créditeur.

En alimentant les fonds associatifs sans droit de reprise.

2° Affectation du résultat comptable sous contrôle de tiers financeurs

L'affectation du résultat est encadrée par les dispositions réglementaires conformément à l'article R 314-234 du CASF. L'autorité de tarification tient compte des circonstances qui expliquent le résultat et décide de son affectation.

L'excédent est affecté :

1. en priorité à l'apurement des déficits antérieurs et de ce compte de résultat
2. à un compte de report à nouveau
3. au financement de mesure d'investissement
4. à un compte de réserve de compensation
5. à un compte de réserve de trésorerie limité à la couverture des besoins en fonds de roulement
6. à un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité.

Le déficit est couvert :

1. En priorité par le compte de report à nouveau excédentaire de ce compte de résultat
2. Par la reprise de la réserve de ce compte de résultat
3. Pour le surplus éventuel, affecté à un compte de report à nouveau déficitaire de ce compte de résultat

L'affectation du résultat sera enregistrée l'année suivante conformément à l'acceptation de l'affectation notifiée par les organismes de financement. Le résultat peut être refusé, dans ce cas il s'agira d'une charge non opposable.

C'est le cas par exemple des provisions pour Congés Payés et de la provision retraite

B.13. Subventions

Sont comptabilisées dans ce compte, les subventions d'investissement obtenues, en considération d'investissements en immobilisations.

Les subventions d'investissements sont enregistrées à l'engagement et une reprise au compte de résultat est effectuée au même rythme que l'amortissement du bien concerné.

B.14. Provisions pour risques et charges

Les provisions sont des passifs certains ou probables dont l'échéance ou le montant n'est pas fixé de façon précise.

Les provisions sont constatées dès lors qu'il existe une obligation légale, réglementaire, conventionnelle ou reconnue par l'établissement, vis-à-vis d'un tiers, dont il est certain ou probable qu'elle entraînera une sortie de ressources au profit de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

La présomption que l'institution poursuivra son activité préside à la détermination des règles d'évaluation.

Les règles de fixation des provisions doivent être identiques d'un exercice à l'autre et appliquées systématiquement.

Un excès de provisions ou une provision devenue sans objet ne peut être maintenue ; une reprise de provision devra être opérée. Toutefois, ce principe ne peut faire obstacle à l'affectation donnée par le financeur en cas de dispositions spécifiques précisées à l'arrêté de financement.

Les provisions suivantes pourront être constituées :

a) Provisions pour litiges en cours

Elles sont constituées pour faire face au paiement de dommages-intérêts, d'indemnités ou de frais de procès (par exemple, honoraires d'avocats, expertises).

Lorsque la charge est probable, une provision doit être constituée **dès la naissance d'un risque** avant tout jugement et être maintenue (en l'ajustant si nécessaire) tant que le jugement n'est pas définitif.

Par jugement définitif, il faut entendre :

- Devant une juridiction civile : décision du tribunal sans appel ou arrêt de la cour d'appel sans recours en cassation ou arrêt de la Cour de cassation ;
- Devant une juridiction administrative : décision du tribunal administratif sans appel ou arrêt de la cour administrative d'appel sans recours en cassation ou arrêt en Conseil d'Etat.

Le relevé et l'estimation de ces litiges seront effectués par le siège social.

b) Provisions pour départ en retraite

Depuis 2023, utilisation de la méthode actuarielle.

c) Provisions pour travaux

Des provisions pour travaux peuvent être constituées :

- Des provisions pour travaux futurs : c'est notamment le cas lorsque le financeur intègre dans le prix de journée une provision pour atténuer la hausse du prix à la livraison des travaux.
- Des provisions pour gros entretien ou grandes révisions (PGE)
Pour être traitée comme provision pour gros entretien ou grandes révisions (PGE), la provision correspondante doit être destinée à couvrir des charges d'exploitation importantes ayant pour seul objet de vérifier le bon état de fonctionnement des installations et d'y apporter un entretien sans prolonger leur durée de vie au-delà de celle prévue initialement.

Les PGE doivent être justifiées par un plan pluriannuel d'entretien. Le montant des PGE correspond au montant des travaux identifiés dans ce plan, établi par immobilisation et par catégories de travaux. En fonction de la politique d'entretien décidée par établissement, le montant des PGE correspondra aux dépenses de gros entretiens des 2 à 5 prochaines années inscrites au plan établi dans les conditions précitées.

Ce plan est actualisé à chaque clôture d'exercice et le montant des PGE est ajusté en conséquence.

Les dépenses récurrentes telles que celles relatives aux contrats d'entretien n'entrent pas dans l'assiette des PGE.

B.15. Dettes financières

Sont classées sous ce poste, d'une part, les emprunts et, d'autre part, des dettes financières assimilées à des emprunts (dépôts et cautionnement reçus, avances de l'Etat et des autres collectivités publiques).

Les dettes sont portées au bilan à leur valeur nominale.

Sont également enregistrés, les intérêts courus non échus (ICNE).

Les charges financières correspondent aux charges calculées aux tableaux d'amortissements transmis par les organismes prêteurs.

B.16. Autres dettes

La rubrique « **Avances et acomptes** » est évaluée à sa valeur nominale.

La rubrique « **Dettes fiscales et sociales** » est évaluée à sa valeur nominale.

La provision pour congés à payer est calculée sur la période de référence (du 1^{er} juin au 31 décembre) et doit faire l'objet d'un calcul précis afin que la situation bilantielle reflète la réalité aussi fidèle que possible.

En cas de refus de la charge par le financeur, elle sera imputée en « dépenses non opposables au financeur ».

La rubrique « **Autres dettes** » est évaluée à sa valeur nominale.

B.17. Comptes de régularisation du passif

Les comptes de régularisation du passif sont enregistrés et évalués à leur valeur nominale.

Les "**produits constatés d'avance**" regroupent les prorata de produits reçus au cours de l'exercice ou d'un exercice antérieur qui sont à rattacher à un exercice ultérieur.

B.18. Charges et produits exceptionnels

Depuis la réforme du plan comptable générale obligatoire et pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025, le résultat exceptionnel a été redéfini pour ne comprendre plus que les 3 éléments suivants :

- Les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel (conditions cumulatives)
- Les écritures comptables d'origine purement fiscale (par exemple, la constitution ou la reprise de provisions réglementées),
- Les changements de méthode comptable ou les corrections d'erreur à comptabiliser en résultat

Il ne persiste donc plus dans notre résultat exceptionnel que les provisions ou les reprises sur amortissements dérogatoires.

C. Mention des changements de réglementation comptable

Conformément aux règlements ANC 2022 et 2023, l'association a adopté le nouveau plan comptable obligatoire dès l'exercice ouvert au 1er janvier 2025. Les états financiers ont aussi été refondus.

Les états de fin d'année sont modifiés pour être en conformité avec les évolutions définies dans le règlement ANC n°2022-06 relatif à la modernisation des états financiers.

- Les principales modifications concernant le bilan
 - La ligne « Frais d'établissement » est sortie de l'actif immobilisé et se présente en haut de bilan
 - Les lignes « Immobilisations incorporelles en cours » et « Avances et acomptes » des immobilisations incorporelles sont regroupées en une seule ligne « Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes »
 - La ligne « Participations et créances rattachées » est divisée en 2 lignes en Immobilisations financières « Participations » et « créances rattachées à des participations »
 - Dans l'actif circulant, les lignes « Autres » « Instruments de trésorerie » « Charges constatées d'avances » sont repositionnées
- Les principales modifications concernant le compte de résultat
 - La suppression des transferts de charges et affectation dans les comptes dédiés.
 - Reclassement du Résultat Exceptionnel : La nouvelle définition très restrictive du résultat exceptionnel bascule de nombreuses opérations courantes en résultat d'exploitation. Ne subsiste pour l'ACIS-France que des amortissements dérogatoires.
 - Reclassement des remboursements salariaux dans les frais de personnel à l'exception des remboursements de formation qui demeurent en produit.
 - Réaffectation des Quotes-parts des subventions d'investissement virées au résultat de l'exercice en produits relatif à l'exploitation.

Le bilan et compte de résultat présenté intègre les modifications de ces règlements comptables tant pour l'exercice 2025 que pour 2024. Toutefois, page 71, nous communiquons un bilan et compte de résultat proforma avec les comptes 2024 approuvé par l'Assemblée Générale du 11 juin 2025.

D. Mention des changements de méthode comptable à l'initiative de l'entité

D.1. Achat de produit de trésorerie à une valeur différente de la valeur nominale

- A partir de 2023, les produits de placements achetés à une valeur différente de sa valeur nominale seront comptabilisés directement en produits financiers.
- Antérieurement, la différence était imputée en charges réparties sur la durée du placement.
- Par dérogation, poursuite du schéma sur les lignes achetées avant 2023 avec une extinction en 2027 (charge dégressive de 127 665 € à 40 143 €).

D.2. Déconstruction du Centre de retraitement

Le Centre de retraitement a été créé en 2000 pour traiter les divergences de réglementation entre la comptabilité générale et la comptabilité budgétaire.

Depuis la réforme du plan comptable initiée par l'ANC 2018-06 et 2019-04, l'essentiel des divergences ont été traitées.

Il convient d'appliquer les traitements prévus à ces ANC pour "déconstruire" le centre de retraitement.

Le centre de retraitement tel que construite traite les points suivants :

- Les différences de durée d'amortissement et éventuellement des subventions d'investissement afférentes,
- Le traitement des provisions (dont IDR et congés payés)

Les subventions d'investissement sont dorénavant amortissables.

L'ANC 2018-06 a retiré la possibilité de traiter les subventions d'investissement comme un apport en fonds propres (compte 102).

Toutes les subventions sont enregistrées en compte de classe 13 et se reprennent dans le compte de résultat.

L'application de ces deux règlements comptables peut conduire à des modifications des bilans des établissements ainsi que des résultats comptables à venir (modification de durées d'amortissement)

Les règlements étaient obligatoirement applicables à partir des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020 et constituaient un changement de méthode.

- Dans le cadre de la conformité des comptes au regard de la réglementation comptable, il a été acté la déconstruction du Centre de retraitement sur les comptes 2024. Seuls Trois établissements (**Beau Site à Haroué, EHPAD Abbé Charron à Chéroy et le Foyer du Col du Frêne à St Pierre d'Albigny**) poursuivent leur schéma jusqu'à leur terme car les implications budgétaires auraient été délétères.

Le Centre de retraitement 2025 dégrade le résultat de -57 600 € contre -166 000 € en 2024 :

- Beau Site à Haroué jusqu'en 2051 : où l'amortissement du bâtiment et des subventions est établi pour que l'amortissement et les charges d'intérêt (de fait dégressives) aient un impact constant sur le prix de journée..... **- 10 309 €**
- Abbé Charron à Chéroy jusqu'en 2055 : où l'amortissement du bâtiment et des subventions est établi pour que l'amortissement et les charges d'intérêt (de fait dégressives) aient un impact constant sur le prix de journée..... **+23 433 €**
- Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny jusqu'en 2057 : où l'amortissement du bâtiment est établi pour que l'amortissement et les charges d'intérêt (de fait dégressives) aient un impact constant sur le prix de journée **- 70 728 €**

E. Informations sur les postes de l'actif

E.1. Immobilisations

Le tableau qui suit présente la situation des immobilisations de l'ACIS-France avec l'évolution entre 2024 et 2025 pour atteindre 214 116 741 euros au 31/12/2025.

Les constructions et les immobilisations en cours représentent près de 80 % des immobilisations ; étant rappelé que :

- **Les immobilisations en cours** diminuent et s'élèvent à 12 141 456 € au 31/12/2025 compte tenu de la fin de la phase 1 de l'opération de construction à Montferrand-le-Château (reprises pour 10 217 700 €) ; Il reste essentiellement la phase 2 ainsi que les travaux en cours à Créhen.
- **Les immobilisations financières** représentent :
 - Un placement dans trois contrats de capitalisation contractés en 2005, 2006 et 2007 pour 1 239 801 €.
 - La part du 1 % logement remboursable après 20 ans pour 1 766 179 €.
- **Les autres immobilisations incorporelles** progressent sur l'exercice (+7 %) suite à la mise en place du dossier médical partagé dans chaque établissement ainsi que des licences pour la sécurité informatique et des licences serveurs Microsoft

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisitions Apports	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de développement	1 311 954,06		33 975,00	-	-	1 345 929,06	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	395 322,64		94 034,17	-	9 290,60	480 066,21	
Immobilisations incorporelles	1 707 276,70	-	128 009,17	-	9 290,60	1 825 995,27	-
						-	
Terrains	6 992 601,92		-	-	-	6 992 601,92	
Constructions sur sol propre	159 173 144,55		-	-	496 465,68	158 676 678,87	
Constructions sur sol d'autrui	-		-	-	-	-	
Install.générales, agenc.et aménag.des constructions	-		-	-	-	-	
Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 259 127,07		362 514,21	-	159 247,94	4 462 393,34	
Install.générales, agenc.et aménag. Divers	15 410 010,38		653 482,33	-	797 538,22	15 265 954,49	
Matériel de transport	757 687,96		-	-	5 336,00	752 351,96	
Matériel de bureau et informatique	812 423,89		118 556,97	-	135 295,28	795 685,58	
Immobilisations corporelles en cours	6 977 950,07		5 567 888,69	-	404 382,96	12 141 455,80	
Avances et acomptes	-		-	-	-	-	
Mobilier	10 045 731,32		758 122,10	-	606 209,20	10 197 644,22	
Immobilisations corporelles	204 428 677,16	-	7 460 564,30	-	2 604 475,28	209 284 766,18	-
Autres titres immobilisés	1 233 151,50		6 649,00	-	-	1 239 800,50	
Prêts et autres immobilisations financières	1 631 427,86		168 427,00	-	33 676,00	1 766 178,86	
Immobilisations financières	2 864 579,36	-	175 076,00	-	33 676,00	3 005 979,36	-
TOTAL GENERAL	209 000 533,22	-	7 763 649,47	-	2 647 441,88	214 116 740,81	-

Commentaires :

- Il est précisé que l'association ne dispose pas de bien inaliénable, que les immobilisations corporelles et financières n'ont pas fait l'objet d'une réévaluation et ne bénéficient pas de donation temporaire d'usufruit.
- Les immobilisations sont évaluées à leur valeur d'acquisition conformément aux règles d'évaluation (Cf. Chapitre 2 « Principe et méthodes comptables » - paragraphe « Evaluation des actifs à la date d'entrée »).

E.2. Amortissements

Le tableau qui suit présente la situation des amortissements de l'ACIS-France qui atteint 113 650 044 € au 31/12/2025.

Le taux de vétusté des immobilisations corporelles atteint 53 % et les seules constructions atteignent 57.5 %.

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice		linéaires
Frais d'établissement de recherche et de développement	1 247 296,41 €	19 008,01 €	- €	1 266 304,42 €	- €	19 008,01 €
Autres postes d'immobilisations incorporelles	189 288,93 €	100 587,66 €	9 290,60 €	280 585,99 €	- €	100 587,66 €
Immobilisations incorporelles	1 436 585,34 €	119 595,67 €	9 290,60 €	1 546 890,41 €	- €	119 595,67 €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Terrains	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Constructions sur sol propre	86 907 792,88 €	4 832 930,53 €	475 781,00 €	91 264 942,41 €	- €	4 832 930,53 €
Constructions sur sol d'autrui	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Const; inst. Générales, agencements,...	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 282 557,58 €	301 548,58 €	153 261,27 €	3 430 844,89 €	- €	301 548,58 €
Autres Install.générales, agenc.et aménag. Divers	9 099 671,44 €	918 899,44 €	794 439,20 €	9 224 131,68 €	- €	918 899,44 €
Matériel de transport	526 084,11 €	74 329,32 €	5 336,00 €	595 077,43 €	- €	74 329,32 €
Matériel de bureau et informatique	675 045,26 €	98 278,46 €	135 084,73 €	637 209,00 €	- €	98 278,46 €
Emballages récup et divers	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Mobilier	6 959 207,41 €	587 274,27 €	596 563,77 €	6 949 917,91 €	- €	587 274,27 €
Immobilisations corporelles	107 450 358,68 €	6 813 260,60 €	2 160 465,97 €	112 103 153,31 €	- €	6 813 260,60 €
	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Autres titres immobilisés	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Prêts et autres immobilisations financières	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Immobilisations financières	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL GENERAL	108 886 944,02 €	6 932 856,27 €	2 169 756,57 €	113 650 043,72 €	- €	6 932 856,27 €

Commentaires :

- Les taux d'amortissement sont fixés conformément aux règles d'évaluation (Cf. Chapitre 2 « Principe et méthodes comptables » - paragraphe « Immobilisations corporelles »).
- Les exceptions demandées par les financeurs étaient jusqu'en 2023 corrigées au Centre de retraitement, ils ont pour la plupart été réintégré en établissement et suivent tous les règles d'évaluation. Ils demeurent trois établissements corrigés au retraitement car la charge aurait été trop importante en établissement, et concernent Beau Site à Haroué, EHPAD Abbé Charron à Chéroy et le Foyer du Col du Frêne à St Pierre d'Albigny qui constituent une charge supplémentaire de 69 641 €.

Centre de retraitement

Établissements	Amortissements
Beau Site - Haroué	- 16 638,78
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	17 726,09
Foyer du Col du Frêne - Saint Pierre d'Albigny	- 70 728,04
TOTAL	- 69 640,73

- Les mises au rebut sont sans incidence sur le résultat.

E.3. Stocks

Le tableau qui suit présente la valorisation du stock de l'association en diminution de 12 %. L'écart le plus significatif concerne l'incontinence, après une hausse importante en 2024. **Le stock diminue et représente 16 % de l'ensemble du stock** (29% en 2024). Cette année le stock le plus important est celui des fournitures d'atelier (21%).

Types de stock	Stock au 31/12/2024	Variation 2025	Stock au 31/12/2025
Dispositifs médicaux	62 862	6 363	69 226
Combustible	28 470	-5 373	23 097
Produits d'entretien	46 135	-5 214	40 922
Fournitures d'atelier	70 082	13 145	83 227
Fournitures de bureau	17 814	3 000	20 813
Fournitures de loisirs	491	-333	157
Fournitures hôtelières	77 371	-2 422	74 950
Produits d'incontinence	130 239	-66 306	63 933
Stock alimentation	20 642	422	21 064
Total	454 107	-56 717	397 389

Focus incontinence

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Stock incontinence	60 720 €	70 256 €	143 054 €	102 820 €	130 239 €	63 933 €

E.4. Créances

Le tableau qui suit montre la diminution des créances de -13% pour atteindre 4 806 240 €. Sont en baisse notamment les créances Département (-43 %), et la TVA à recevoir (-20%).

Toutes les créances sont à moins d'un an, à l'exception des subventions à recevoir qui sont liquidées suivant un taux d'avancement et soldées à la livraison des travaux [Jean XXIII à Montferrand-le-Château et Saint Joseph à Créhen : 2027].

Les dépréciations de créances clients se réduisent de 9 % entre les deux exercices pour atteindre 241 432 €. Le mode de calcul est précisé dans nos règles d'évaluation (*Cf. Chapitre 2 « Principe et méthodes comptables » - paragraphe B.5. « Créances d'exploitation »*).

Cette année une dépréciation de créances départements est comptabilisée, il s'agit du Conseil Départemental de la Savoie concernant le foyer du Col du Frêne, avec d'anciennes factures encore non réglées à ce jour mais toujours en cours de suivi afin d'en obtenir le paiement.

Créances	Créances au 31/12/2024	Variation 2025	Créances au 31/12/2025
Résidents	807 734,52	62 309,52	870 044,04
Départements	2 010 380,22	-866 123,13	1 144 257,09
ARS	0,00	0,00	0,00
Rabais, remises ristournes à obtenir	89 015,98	39 730,68	128 746,66
Produits à recevoir sociaux	474 203,25	10 475,65	484 678,90
Subventions à recevoir	2 036 489,00	89 018,35	2 125 507,35
TVA à recevoir	408 873,50	-82 676,42	326 197,08
Autres	167 231,18	-10 606,39	156 624,79
Dépréciation créances résidents	-264 112,90	22 680,97	-241 431,93
Dépréciation créances départements	0,00	-188 384,00	-188 384,00
Total	5 729 814,75	-735 190,77	4 806 239,98

E.5. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement ne sont pas négligeables et représentent 1/3 du total bilantaire.

	2023	2024	2025
Valeurs mobilières de placement (VMP)	63 465 465 €	67 486 243 €	74 041 698 €
Dépréciation des VMP	- 3 450 152 €	- 3 159 130 €	- 3 811 175 €
Total actif bilan	60 015 313 €	64 327 113 €	70 230 523 €

- **La trésorerie progresse de 9 %** entre les deux exercices.
- **L'évaluation de la trésorerie repose sur la valeur d'achat.**
- **La dépréciation de la trésorerie** se calcule dès lors que la valeur de marché est inférieure à la valeur d'achat.
Nous avons ainsi depuis 2022, dans le cadre du contexte de manque de confiance des marchés, procédé à une dépréciation importante. La volatilité des marchés et l'environnement incertain porte cette dépréciation à 3 811 174 €.

Les plus-values latentes non inscrites au bilan progressent de 39 % entre les deux exercices :

	31/12/2024	31/12/2025
Contrats de capitalisation	512 261 €	537 771 €
OPCVM	980 748 €	1 539 737 €
	1 493 008 €	2 077 508 €

E.6. Disponibilités

Les disponibilités progressent de 61 % entre les deux exercices et se répartissent comme suit :

Libellé	Montant au 31/12/2024	Variation 2025	Montant au 31/12/2025
Comptes courants	19 752 819	12 744 869	32 497 688
Livrets	102 938	3 160	106 098
Comptes à terme	332 000	-332 000	0
Caisses	5 412	-1 138	4 274
Total	20 193 169	12 414 891	32 608 060

Commentaires

Les 332 000 € du compte à terme à Jean XXIII sont désormais intégrés aux valeurs mobilières de placement (changement du plan comptable).

Comptes courants

	Solde débiteur	Solde créditeur	Solde
2022	10 822 794 €	7 161 754 €	3 661 040 €
2023	18 129 206 €	17 635 077 €	494 129 €
2024	19 752 819 €	17 584 925 €	2 167 894 €
2025	32 497 688 €	31 366 658 €	1 131 030 €

E.7. Autres informations

a) Aucun leg, ni donation inscrit au bilan

b) Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance diminuent de 24 %.

	Montant au 31/12/2024	Variation 2025	Montant au 31/12/2025
Achats	11 882	18 647	30 529
Charges financières	95 722	-8 508	87 214
Services extérieurs	119 733	-16 478	103 255
Charges de personnel	0	3 982	3 982
Frais bancaires	173 711	-90 579	83 132
Indu CPAM	3 851	-3 851	0
Total	404 899	-96 787	308 112

Commentaire

La diminution la plus significative concerne les frais bancaires et concerne les obligataires achetés avant 2024 à une valeur nominale différente. Il s'agit d'un cadre d'extinction sur la période 2023 à 2027 (voir chapitre D. Mention des changements de méthode comptable à l'initiative de l'entité).

F. Informations sur les postes de passif

F.1. Information sur les fonds propres

Les fonds propres progressent de 1.72 % entre les deux exercices.

Variations des fonds propres

	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	28 626 920,78				28 626 920,78
Fonds propres avec droit de reprise					0,00
Ecart de réévaluation	3 203 661,63				3 203 661,63
Réserves	43 892 048,70	1 597 275,13	2 223 711,83	-561 081,49	47 151 954,17
Dont Réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	38 172 432,68	564 338,64	2 223 711,83	-561 081,49	40 399 401,66
Report à nouveau	1 070 932,15	1 500 283,49	616 617,89	-2 192 142,81	995 690,72
Dont Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	1 070 932,15	1 500 283,49	616 617,89	-2 192 142,81	995 690,72
Excédent ou déficit de l'exercice	3 184 664,04	-3 184 664,04	2 288 660,45		2 288 660,45
Dont résultat des activités sociale et médico-sociales sous gestion contrôlée	3 184 664,04	-3 184 664,04	2 288 660,45		2 288 660,45
Situation nette	79 978 227,30	-87 105,42	5 128 990,17	-2 753 224,30	82 266 887,75
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	13 983 002,77		140 993,38	-661 095,92	13 462 900,23
Provisions réglementées	3 181 067,45		64 189,48	-166 281,12	3 078 975,81
TOTAL	97 142 297,52	-87 105,42	5 334 173,03	-3 580 601,34	98 808 763,79

Commentaire

Aucun changement de méthode, d'estimation ou de réévaluation sur l'exercice. Les principaux écarts portant sur :

1. Les fonds propres augmentent de 1 666 466 €, qui s'explique essentiellement par :

. Le résultat de l'exercice.....	2 288 660 €
. Subventions d'investissements.....	140 993 €
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	-60 946
Notre-Dame de France - Abbeville	-48 200
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	5 934
La Compassion - Saint-Firmin	-7 875
Foyer col du Frêne - Saint Pierre d'Albigny	-7 492
Centre Claudine Echernier - Chavanod	-7 031
Saint-Joseph - Etampes	-15 383
. Subventions d'investissements inscrites au Résultat.....	-661 096 €
Beau Site - Haroué	-73 458
Centre Claudine Echernier - Chavanod	-75 575
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart	-15 768
EHPAD Abbé Charron - Cheroy	-15 114
Ehpad de Blon - VAUDRY	-3 333
Jean XXII/Laurent Valzer - Montferrand-Le-Chateau	-78 692
La Compassion - Saint-Firmin	-56 180
La Maison Des Augustines - Meaux	-22 933
La Maison Des Augustines - Pont-De-Beauvoisin	-51 061
La Providence - La Fleche	-57 971
Le Prieure - Pontchateau	-53 498
Les Fassoies - Talant	-3 333
Maison Saint Joseph - Crehen	-8 520
Maison Saint Joseph - Etampes	-74 073
Notre-Dame De France - Abbeville	-24 668
Retraitemment - Lille	-12 038
Saint Vincent De Paul - Yvre-L'Eveque	-34 883
. Amortissements dérogatoires.....	-102 092 €
Jean XXII/Laurent Valzer - Montferrand-Le-Chateau	-82 165
Maison Saint Joseph - Etampes	-84 116
Notre-Dame De France - Abbeville	64 189

F.2. Information sur les fonds dédiés

Le tableau qui suit présente l'ensemble des fonds dédiés par objet et par établissement :

Etablissement	Libellé	À l'ouverture de l'exercice 2025		Utilisation 2025			À la clôture de l'exercice 2025	
		Montant à l'ouverture de l'exercice 2025	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Notre-Dame de France à Abbeville	Mobilier restaurant/stores banne terrasse	39 706,94		-	721,42		38 985,52	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Formation soin	39 186,59					39 186,59	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Baignoire thérapeutique	3 128,40		-	1 042,80		2 085,60	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Chariot d'urgence/armoire pharma sécurisée	1 603,00		-	150,06		1 452,94	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Matériel soin (lits + adaptables+ rail)	33 654,92		-	4 745,08		28 909,84	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Mobilier PASA	7 263,00					7 263,00	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Rails de transfert (solde PAI 2021)	9 718,74		-	1 405,65		8 313,09	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Ordures ménagères (plus de TH)	8 000,00					8 000,00	8 000,00
Notre-Dame de France à Abbeville	Analyse des pratiques CNR 2024	6 000,00		-	6 000,00		-	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Formation CNR 2024	2 400,00		-	2 400,00		-	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Aide prévention residents (CNR 2025)		8 100,00				8 100,00	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Prévention risques activité physique (CNR 2025)		19 160,00				19 160,00	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Formation assistant de prévention (CNR 2025)		4 450,00				4 450,00	-
Notre-Dame de France à Abbeville	Travaux SSI		150 000,00				150 000,00	-
Total ABBEVILLE		150 661,59	181 710,00	-	16 485,01	-	315 906,58	8 000,00
Centre Claudine Echernier-Chavanod	BORNES WIFI	900,00		-	900,00		-	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Remplacement chaudière	50 000,00					50 000,00	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	FORMATION SOIN (remplacement peinture, erreur libellé)	32 000,00					32 000,00	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Store salle à manger	26 522,00		-	1 245,83		25 276,17	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Rails plafonniers	8 275,51		-	1 000,00		7 275,51	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	11 lits médicalisés	21 600,00		-	2 400,00		19 200,00	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Formation DEAS	12 261,75					12 261,75	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	IDE de nuit	74 034,00					74 034,00	74 034,00
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Réseau ECS	77 315,32		-	5 947,34		71 367,98	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Rails de transfert	35 294,10		-	6 421,75		28 872,35	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Entretien bâtiment	193 036,08		-	8 061,13		184 974,95	-
Centre Claudine Echernier-Chavanod	Téléphonie	50 558,41					50 558,41	-
Total CHAVANOD		581 797,17	-	-	25 976,05	-	555 821,12	74 034,00
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	Chariot de douche	563,33		-	563,33		-	0,00
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	Rails de transfert	18 550,70		-	3 625,81		14 924,89	-
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	Chariots médicaments CNR 2024	3 000,00		-	520,17		2 479,83	-
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	Rails de transfert (CNR 2025)		10 000,00				10 000,00	-
Total CHÉROY		22 114,03	10 000,00	-	4 709,31	-	27 404,72	-
Maison St Joseph - Crèhen	Formation GRONDIN Dorlance 12/23 à 07/25	6 639,22		-	6 639,22		0,00	-
Maison St Joseph - Crèhen	Divers matériels (lits, chaise de douche, baignoire)	136 814,45		-	1 969,12		134 845,33	-
Maison St Joseph - Crèhen	Lits médicaux	9 784,16					9 784,16	-
Maison St Joseph - Crèhen	Rails plafonniers/leve personne	26 637,42		-	4 649,19		21 988,23	-
Maison St Joseph - Crèhen	Chantier 2023-2026	724 000,00					724 000,00	-
Maison St Joseph - Crèhen	Chantier 2023-2026	77 792,60					77 792,60	-
Maison St Joseph - Crèhen	Chantier 2023-2026	125 000,00					125 000,00	-
Maison St Joseph - Crèhen	Chantier 2023-2026		128 750,00				128 750,00	-
Maison St Joseph - Crèhen	Divers matériel médical CNR 2024	19 409,96		-	814,51		18 595,45	-
Total CRÈHEN		1 126 077,81	128 750,00	-	14 072,04	-	1 240 755,77	-
Saint Joseph - Etampes	Bornes wifi	767,92		-	767,92		-	-
Saint Joseph - Etampes	Climatiseurs	31,50		-	31,50		-	-
Saint Joseph - Etampes	Formations	37 661,61					37 661,61	-
Saint Joseph - Etampes	Rails de transfert	36 906,02		-	6 593,05		30 312,97	-
Total ETAMPES		75 367,05	-	-	7 382,47	-	67 974,58	-

Etablissement		Libellé	À l'ouverture de l'exercice 2025		Utilisation 2025		À la clôture de l'exercice 2025	
			Montant à l'ouverture de l'exercice 2025	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global
EHPAD Beau Site - Haroué		Autolaveuse, téléphonie, store, mobilier	119 719,01		- 5 208,59		114 510,42	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Crédit supp ASQ	61 301,00				61 301,00	61 301,00
EHPAD Beau Site - Haroué		Chariot ménage	804,44		- 200,00		604,44	-
EHPAD Beau Site - Haroué		CLACT 24 rails+ 6 moteurs	14 207,37		- 2 895,10		11 312,27	-
EHPAD Beau Site - Haroué		CLACT 20 lits médicalisés	11 008,98		- 1 846,80		9 162,18	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Formation	37 025,03		- 15 182,72		21 842,31	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Formation CNR2024	11 500,00				11 500,00	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Inv. Pour décarbonation 2023	8 200,00				8 200,00	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Inv. Pour décarbonation 2024	7 000,00				7 000,00	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Chaise Raizer CNR 2024	2 383,43		- 436,96		1 946,47	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Matériel mutualisation (véhicule et matériel cuisine)	42 379,55		- 7 694,43		34 685,12	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Store administratif	1 131,41		- 423,80		707,61	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Soutien INV BEGES		4 500,00			4 500,00	-
EHPAD Beau Site - Haroué		Prévention formation		4 568,00			4 568,00	-
Total HAROUÉ			316 660,22	9 068,00	- 33 888,40	-	291 839,82	61 301,00
La Providence - La Flèche		Appel malade	119 097,22		- 12 500,00		106 597,22	-
La Providence - La Flèche		Chariot repas	45 128,80		- 5 121,90		40 006,90	-
La Providence - La Flèche		Matelas	1 080,94		- 487,64		593,30	-
La Providence - La Flèche		Travaux ECS	57 728,51		- 4 334,00		53 394,51	-
La Providence - La Flèche		Formation AS et activité physique	9 879,87				9 879,87	-
La Providence - La Flèche		Verticalisateurs	2 440,66		- 366,10		2 074,56	-
La Providence - La Flèche		petit matériel soin CNR 2024	11 777,53		- 680,48		11 097,05	-
Total LA FLECHE			247 133,53	-	- 23 490,12	-	223 643,41	-
Les Augustines - Meaux		Légionelle + travaux d'accès	422 333,91		- 42 132,87		380 201,04	-
Les Augustines - Meaux		Réfection des chambres	422 927,68		- 26 578,92		396 348,76	-
Les Augustines - Meaux		Chariots motorisés (CNR 2025)		11 626,07			11 626,07	-
Total MIEAUX			845 261,59	11 626,07	- 68 711,79	-	788 175,87	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		2 tables d'activité AAP	4 156,68		- 3 537,60		619,08	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Chantier 2024	1 896 820,57		- 52 094,02		1 844 726,55	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Bucco-dentaire (formation, atelier, matériel)	4 562,00		- 881,80		3 680,20	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Lits surbaissés	2 000,00		- 500,00		1 500,00	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Chariot de douche	3 000,00				3 000,00	3 000,00
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Matériel soin (dont lits)	153 511,29		- 11 278,49		142 232,80	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Lits médicalisés et chariot médicament	31 605,62		- 2 316,67		29 288,95	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Rails de transfert	30 026,39		- 3 250,00		26 776,39	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		CHARIOT REPAS CNR 2024	16 563,00				16 563,00	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Expérimentation PASA Nuit (03/24 A 02/25)	15 000,00		- 15 000,00		-	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		FORMATION CNR 2024	19 096,00		- 19 096,00		-	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		44 Lits médicalisés +matelas		35 200,00	- 474,47		34 725,53	-
Jean XXIII-Montferand-le-Château		Expérimentation PASA Nuit 2e année (03/25 A 02/26)		15 000,00			15 000,00	-
Total MONTFERRAND LE CHÂTEAU			2 176 341,55	50 200,00	- 108 429,05	-	2 118 112,50	3 000,00

Etablissement	Libellé	À l'ouverture de l'exercice 2025		Utilisation 2025			À la clôture de l'exercice 2025	
		Montant à l'ouverture de l'exercice 2025	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Le Prieuré - Pontchâteau	Réfection de la chapelle	16 954,12		- 1 256,11			15 698,01	-
Le Prieuré - Pontchâteau	Bac à graisse	10 527,61		- 784,67			9 742,94	-
Le Prieuré - Pontchâteau	Vitrage solaire (reliquat du PAI)	8 409,39		- 659,77			7 749,62	-
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA	54 761,61					54 761,61	-
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA	55 000,00					55 000,00	55 000,00
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA 2021	260 000,00					260 000,00	-
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA 2024 accord CD	40 000,00					40 000,00	-
Le Prieuré - Pontchâteau	PASA 2025 accord CD		120 000,00				120 000,00	-
Le Prieuré - Pontchâteau	Rail de transfert	11 102,31		- 2 066,05			9 036,26	-
Le Prieuré - Pontchâteau	Petit matériel soin CNR 2024	5 585,19					5 585,19	-
	Total PONTCHATEAU	462 340,24	120 000,00	- 4 766,60	-	-	577 573,64	55 000,00
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Chantier	215 000,00		- 45 000,00			170 000,00	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Lave vaisselle, mobilier, auto-laveuse, signalétique	41 250,15		- 8 988,33			32 261,82	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Formation	26 367,75		- 10 036,13			16 331,62	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Tovertafel, lit, moteur rail, matelas	40 611,54		- 5 288,43			35 323,11	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Rails de transfert	34 295,90		- 5 118,07			29 177,83	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Transformation armoire SSI	12 519,40		- 447,12			12 072,28	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Siège Raizer II CNR 2024	4 771,77	5 982,65	- 953,81			3 817,96	-
La Maison des Augustines-Pont-de-Beauvoisin	Aide à la mobilisation fauteuils coquilles						5 982,65	-
	Total PONT DE BEAUVOISIN	374 816,51	5 982,65	- 75 831,89	-	-	304 967,27	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Chaufferie	216 666,67		- 16 666,66			200 000,01	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Mobilier de la salle de séjour (liôt Cantal)	10 000,00		- 495,83			9 504,17	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Auto-laveuse	4 383,80		- 1 351,44			3 032,36	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Mur clôture	8 884,59		- 609,33			8 275,26	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Matériel dans le cadre de la rénovation cuisine	17 110,00		- 5 138,75			11 971,25	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	3 moteurs de rails	3 992,46		- 846,83			3 145,63	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	13 rails plafonniers	19 285,94		- 2 081,35			17 204,59	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Baignoire médicalisée	9 582,71		- 2 322,29			7 260,42	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	2 chaises de douche	6 000,00		- 971,61			5 028,39	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	5 Chariots de soins	4 000,00		- 387,13			3 612,87	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	5 lits médicalisés	10 000,00		- 537,26			9 462,74	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	FORMATIONS PERSONNEL SOIGNANT	15 420,00					15 420,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Rails de transfert	35 474,68		- 6 540,09			28 934,59	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	FORMATIONS PERSONNEL SOIGNANT	50 000,00					50 000,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Travaux économie d'énergie	20 000,00					20 000,00	20 000,00
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Vitrage solaire 10chambres	40 000,00					40 000,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	SECURITE PARC/PREVENTION CHUTE		32 195,00				32 195,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	SIVERFET / PREVENTION CHUTE ET MAINTIEN AUTONOMIE		12 288,00				12 288,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	ECG MOBILE		864,50				864,50	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Capteur de mouvements		8 940,00				8 940,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Formation "relation proches aidants"		3 254,00				3 254,00	-
Centre Desfontaines-Quincy-sous-Sénart	Formation "méthode Montessori"		4 675,00				4 675,00	-
	Total QUINCY SOUS-SENART	470 800,85	62 216,50	- 37 948,57	-	-	495 068,78	20 000,00

Etablissement	Libellé	A l'ouverture de l'exercice 2025	Utilisation 2025		À la clôture de l'exercice 2025			
		Montant à l'ouverture de l'exercice 2025	Reports	Montant global	Dont remboursement	Transferts	Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
La Compassion - Saint Firmin	Mobilier, travaux chapelle et aménagement terrasse	142 521,20		-	8 935,00		133 586,20	-
La Compassion - Saint Firmin	Appel malade	50 000,00			4 861,53		45 138,47	-
La Compassion - Saint Firmin	Chaise de doudie	3 318,74			1 203,96		2 114,78	-
La Compassion - Saint Firmin	Verticalisateurs	1 957,41			498,54		1 458,87	-
La Compassion - Saint Firmin	Lampe de détecteur de chute modifié pour chauffage	25 500,00					25 500,00	-
La Compassion - Saint Firmin	10 lits médicalisés	18 280,75			-		16 078,56	-
La Compassion - Saint Firmin	Moteur de rail	1 196,50					1 196,50	-
La Compassion - Saint Firmin	Formation	45 517,74			-		40 674,04	-
La Compassion - Saint Firmin	Chariot de ménage	800,00			-		600,00	-
La Compassion - Saint Firmin	Eco energie (lampadaire *23)	3 143,30			-		2 244,50	-
La Compassion - Saint Firmin	Inv. Pour décarbonation (chaufferie) 2023	10 800,00			-		10 800,00	-
La Compassion - Saint Firmin	Lits médicalisés	8 510,67			-		7 125,57	-
La Compassion - Saint Firmin	Rail plafonnier	5 670,76			-		4 527,23	-
La Compassion - Saint Firmin	Renouv. Réseau d'eau	7 724,96			-		6 008,30	-
La Compassion - Saint Firmin	Téléphonie	100 000,00			-		92 500,00	-
La Compassion - Saint Firmin	Inv. Pour décarbonation (chaufferie) 2024	8 000,00			-		8 000,00	-
La Compassion - Saint Firmin	Chaise raizer (50%)	2 383,43			-		1 946,47	-
La Compassion - Saint Firmin	Motorisation 2 chariots repas (50%)	3 060,00			-		2 825,40	-
La Compassion - Saint Firmin	Motorisation 2 chariots linge (50%)	5 324,40			-		4 916,20	-
La Compassion - Saint Firmin	Soutien INV BEGES		4 500,00				4 500,00	-
La Compassion - Saint Firmin	Activité physique adapté		3 342,00				3 342,00	-
Total SAINT FIRMIN		443 709,86	7 842,00	-	36 468,77	-	415 083,09	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	5 tablettes résidents	2 524,87			-		2 524,87	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Climatisation	24 720,04			-		20 902,27	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Verticalisateurs	1 798,22			-		1 102,13	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Rails de transfert	13 412,09			-		13 412,09	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Bilan ergo pour résidents	840,00					840,00	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Renfort IDE 2025- 2026		14 055,01				14 055,01	-
Foyer du Col du Frêne-St-Pierre d'Albigny	Formation AS		8 300,00				8 300,00	-
Total SAINTPIERRE D'ALBIGNY		43 295,22	22 355,01	-	4 513,86	-	61 136,37	2 524,87
Les Fassoies - Talant	QVT pour matériel soin	11 314,96			-		9 813,51	-
Les Fassoies - Talant	Rails de transfert	17 825,98			-		14 349,70	-
Les Fassoies - Talant	Téléphonie, chauffage	39 997,00			-		33 330,00	-
Les Fassoies - Talant	TOVERTAFEL APPELA PROJET CNR 2024	8 967,96			-		7 088,76	-
Les Fassoies - Talant	FORMATION IDE CNR 2024	10 600,00			-		-	-
Les Fassoies - Talant	15 moteurs de rails		17 512,00				17 512,00	-
Les Fassoies - Talant	FORMATION IDE CNR 2025		11 000,00				11 000,00	-
Total TALANT		88 705,90	28 512,00	-	24 123,93	-	93 093,97	-
EHPAD de Blon- Vaudry	Rails de transfert	16 552,59			-		13 498,61	-
Total VAUDRY		16 552,59	-		3 053,98	-	13 498,61	-
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Bornes Wifi	582,34			-		0,00	-
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	UPAD - Cantou	177 600,00					177 600,00	-
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Formation	5 430,00					5 430,00	-
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Rails de transferts	11 052,84			-		8 942,33	-
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	Téléphonie	91 666,67			-		83 333,34	-
Total YVRE L' EVEQUE		286 331,85	638 262,23	-	11 026,18	-	275 305,67	-
Total		7 727 967,56	638 262,23	-	500 868,02	-	7 865 361,77	223 859,87

Commentaires

Ce tableau montre que les autorités de contrôle et de tarification nous accompagnent pour favoriser la réalisation de nombreux projets.

L'exercice permet d'augmenter les fonds dédiés de 637 788 € essentiellement au niveau des opérations immobilières en cours et travaux d'agencement (Maison St Joseph à Créhen, PASA au Prieuré à Pontchâteau, Système incendie à Notre Dame de France à Abbeville) car les Conseils départementaux respectifs ont intégré une provision pour travaux afin de réduire l'impact sur le prix de journée des résidents.

Ces trois établissements concentrent 63 % de la hausse de l'exercice.

Par ailleurs, l'amortissement des projets mis en œuvre et financés par les fonds dédiés représente +/- 7 % des fonds affectés.

Il est enfin précisé que l'ensemble de ces fonds dédiés a été transmis en 2024 à chaque autorité de tarification afin de bien flécher chaque ligne dans le cadre d'un courrier accompagnant les Plans Pluriannuels d'investissements.

F.3. Les subventions d'investissement

Le tableau qui suit présente l'ensemble des subventions d'investissement par établissement, lesquelles sont amorties en établissement, à l'exception de Beau Site à Haroué, EHPAD Abbé Charron à Chéroy et le Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny pour lesquels nous poursuivons l'amortissement au Centre de Retraitement.

L'amortissement de ces subventions représente une recette de 661 096 € pour l'ensemble de l'Association.

Établissement	Année obtention subvention	Libellé	Subvention initiale	Solde 2024 ETS + RET	Amortissement ETS	Amortissement RET	Apport 2025	Solde 2025
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	1999	AVA	36 588,00 €	181 493,70 €	15 857,66 €			165 636,04 €
		CAPICAF	54 882,00 €					
		CIPRA	18 294,00 €					
		DEPT	473 354,00 €					
		Fondation de France	12 196,00 €					
		GDF	18 385,00 €					
	2006	MSA	9 146,00 €	118 352,99 €	3 904,10 €			114 448,89 €
		Region Rhône Alpes	191 011,00 €					
		AVA	13 740,00 €					
		DEPARTEMENT	36 800,00 €					
Notre-Dame de France - Abbeville	2018 et 2020	DEPARTEMENT 73	110 200,00 €	636 363,64 €	21 212,12 €			615 151,52 €
		ORGANIC	32 060,00 €					
		CNSA	700 000,00 €					
		PAI NUMERIQUE	10 000,00 €					
		PAI 2021	21 705,25 €					
	2025	PAI 2022	24 681,00 €	976 402,57 €	2 412,81 €		60 946,19 €	60 946,19 €
		PAI 2023						
		PAI 2024						
		PAI 2025						
	TOTAL PONT DE BEAUVOISIN		1 763 042,25 €	976 402,57 €	51 061,07 €	- €	60 946,19 €	986 287,69 €
Jean XXIII - Montferrand le Château	2003	SUBVENTION CD	493 674,61 €	159 730,64 €	14 520,97 €			145 209,67 €
		PAI NUMERIQUE	10 000,00 €					
		PAI 2021	25 516,00 €					
		PAI 2022	24 147,21 €					
		PAI sinistralité						
	2025	PAI sinistralité		207 558,78 €	24 667,83 €	-	48 200,00 €	48 200,00 €
		PAI sinistralité						
		PAI sinistralité						
		PAI sinistralité						
		PAI sinistralité						
Jean XXIII - Montferrand le Château	2020-2021-2023	DEPARTEMENT	1 991 387,00 €	1 991 387,00 €	44 618,67 €			1 946 768,33 €
		CNSA PAI	2 500 000,00 €					
		PAI NUMERIQUE	10 000,00 €					
		PAI NUM. DEPT	143 738,00 €					
		PAI 2021	45 226,33 €					
	2025	PAI 2022	43 665,23 €	4 688 972,71 €	78 691,51 €	-	5 934,23 €	4 604 346,97 €
		CARSAT						
		Bruneau						
		Bruneau						
		Bruneau						
Jean XXIII - Montferrand le Château	2020-2021-2023	DEPARTEMENT	1 991 387,00 €	1 991 387,00 €	44 618,67 €			1 946 768,33 €
		CNSA PAI	2 500 000,00 €					
		PAI NUMERIQUE	10 000,00 €					
		PAI NUM. DEPT	143 738,00 €					
		PAI 2021	45 226,33 €					
	2025	PAI 2022	43 665,23 €	4 688 972,71 €	78 691,51 €	-	5 934,23 €	4 604 346,97 €
		CARSAT						
		Bruneau						
		Bruneau						
		Bruneau						

Le Prieuré - Pontchâteau	2018	SUBV. CHANTIER	1 550 131,93 €	476 430,59 €	47 642,97 €			428 787,62 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	2023	PAI 2021	17 604,00 €	12 698,91 €	2 521,31 €			10 177,60 €
	2023	PAI 2022	19 964,00 €	19 964,00 €				19 964,00 €
	TOTAL PONTCHATEAU		1 597 699,93 €	516 889,80 €	53 497,61 €	- €	- €	463 392,19 €
La Providence - La Flèche	2005-2006-2007-2008	SUBV. CG CHANTIER	2 151 374,64 €	996 711,66 €	39 868,46 €			956 843,20 €
	2006	SUBV. EDF	5 780,52 €	5 780,52 €				5 780,52 €
	2019	FIR ARS	27 835,00 €	11 134,00 €	2 783,50 €			8 350,50 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	2022	PAI 2021	37 727,00 €	26 722,02 €	4 199,67 €			22 522,35 €
	2022	DEPT	90 000,00 €	70 492,37 €	7 786,06 €			62 706,31 €
	2023	PAI 2022	41 414,00 €	41 414,00 €				41 414,00 €
	TOTAL LA FLÈCHE		2 364 131,16 €	1 160 050,87 €	57 971,02 €	- €	- €	1 102 079,85 €
	avant reprise	SUBV. CHANTIER	1 777 935,00 €	343 052,66 €	37 618,64 €			305 434,02 €
	2016	CONGREGATION	80 000,00 €	16 000,00 €	8 000,00 €			8 000,00 €
La Compassion - Saint Firmin	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	2022	PAI 2021	16 440,00 €	12 407,00 €	1 644,00 €			10 763,00 €
	2023	PAI 2022	25 163,00 €	19 652,76 €	5 583,81 €			14 068,95 €
	2025	REGION Energie					7 875,00 €	7 875,00 €
	TOTAL SAINT FIRMIN		1 909 538,00 €	398 908,72 €	56 179,78 €	- €	7 875,00 €	350 603,94 €
St Vincent de Paul - Yvré l'Évêque	2004-2005	DEPARTEMENT 72	1 161 060,00 €	667 609,84 €	29 026,48 €			638 583,36 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	2023	PAI 2021	24 517,00 €	19 481,23 €	2 523,43 €			16 957,80 €
	2023	PAI 2022	28 556,00 €	28 556,00 €				28 556,00 €
TOTAL YVRÉ L'ÉVÊQUE			1 224 133,00 €	723 443,37 €	34 883,24 €	- €	- €	688 560,13 €
Les Fassoles - Talant	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	TOTAL LES FASSOLES		10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €	- €	- €	4 462,97 €
Centre Desfontaines Quincy Sous Sénart	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	2022	PAI 2021	27 000,00 €	16 731,06 €	5 318,93 €			11 412,13 €
	2023	PAI 2022	35 580,66 €	27 600,72 €	7 115,85 €			20 484,87 €
TOTAL QUINCY SOUS SENART			72 580,66 €	52 128,08 €	15 768,11 €	- €	- €	36 359,97 €
Centre Claudine Echernier - Chavanod	2009	SAVOIE	2 151 687,00 €	990 144,97 €	66 213,64 €			923 931,33 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €			4 462,97 €
	2023	PAI 2021	28 299,25 €	24 526,01 €	1 886,62 €			22 639,39 €
	2023	PAI 2022	28 531,00 €	17 184,81 €	1 860,61 €			15 324,20 €
	2024	Fondation de France/Tovertafel	7 500,00 €	5 838,46 €	1 661,54 €			4 176,92 €
	2024	DRFIP Auvergne Rhône-Alpes	9 500,00 €	9 500,00 €				9 500,00 €
	2025	CARSAT			619,16 €		7 031,41 €	6 412,25 €
	TOTAL CHAVANOD		2 235 517,25 €	1 054 990,55 €	75 574,90 €	- €	7 031,41 €	986 447,06 €

Beau Site - Haroué	2008-2010-2011 2007-2009	CNSA CG 54 RSI	1 000 000,00 € 964 805,00 € 70 000,00 €	995 355,35 €	61 136,21 €	6 330,08 €	927 889,06 €
	2011						
	2010	CONSEIL REGIONAL	36 612,00 €	36 612,00 €			36 612,00 €
	2010	FEDER	43 464,16 €	43 464,16 €			43 464,16 €
	2011	ADEME	50 389,00 €	50 389,00 €			50 389,00 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €		4 462,97 €
	2022	PAI 2021	22 468,00 €	17 104,20 €	2 246,80 €		14 857,40 €
	2023	PAI 2022	33 492,00 €	26 849,08 €	6 741,21 €		20 107,87 €
	TOTAL HAROUÉ		2 231 230,16 €	1 177 570,09 €	73 457,55 €	6 330,08 €	1 097 782,46 €
	Saint Joseph - Etampes	2010-2011-2012-2014	CONSEIL GENERAL	2 491 000,00 €	1 002 273,21 €	60 974,09 €	
2021		PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €		4 462,97 €
2022		PAI 2021	27 300,00 €	14 129,96 €	3 462,76 €		10 667,20 €
2023		PAI 2022	26 386,89 €	19 340,56 €	5 277,38 €		14 063,18 €
2025		PRIME ENERGIE			1 025,53 €	15 383,00 €	14 357,47 €
Saint Joseph - Créhen	TOTAL ETAMPES		2 554 686,89 €	1 043 540,03 €	74 073,09 €	- €	984 849,94 €
	2017-2023	DEPARTEMENT	800 000,00 €	800 000,00 €			800 000,00 €
	2023	PAI ARS	800 000,00 €	800 000,00 €			800 000,00 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €		4 462,97 €
	2022	PAI 2021	19 348,00 €	13 203,61 €	2 115,72 €		11 087,89 €
2023	PAI 2022	19 530,00 €	16 459,34 €	3 070,67 €		13 388,67 €	
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	TOTAL CREHEN		1 648 878,00 €	1 637 459,25 €	8 519,72 €	- €	1 628 939,53 €
	2000 à 2005	Subvention avant reprise	758 586,99 €	0,00 €			0,00 €
	2014-2016	DRFIP CNSA	228 300,00 €	176 932,50 €		5 707,50 €	171 225,00 €
	2020	SUBV. MATERIEL	10 349,00 €	3 758,47 €	1 532,77 €		2 225,70 €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,30 €		4 463,00 €
	2022	PAI 2021	26 341,62 €	13 327,56 €	3 545,56 €		9 782,00 €
	2023	PAI 2022	28 176,59 €	22 541,27 €	5 635,32 €		16 905,95 €
	2024	UNIOPSS/Borne mélo	5 800,00 €	5 800,00 €	1 066,56 €		4 733,44 €
	TOTAL CHEROY		1 067 554,20 €	230 156,10 €	15 113,51 €	5 707,50 €	209 335,09 €
	EHPAD de Blon - Vaudry	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €	
TOTAL VAUDRY		10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €	- €	4 462,97 €	
Les Augustines - Meaux	2015	SUBV AVANT REPRISE	11 969,76 €	11 969,76 €	11 969,76 €		- €
	2021	PAI NUMERIQUE	10 000,00 €	7 796,30 €	3 333,33 €		4 462,97 €
	2022	PAI 2021	45 900,00 €	34 629,75 €	4 590,00 €		30 039,75 €
	2023	PAI 2022	45 594,00 €	44 943,86 €	3 039,60 €		41 904,26 €
	TOTAL MEAUX		113 463,76 €	99 339,67 €	22 932,69 €	- €	76 406,98 €
Foyer du Col du Frêne - St Pierre d'Albigny							
	2025	OXANCE				7 492,01 €	7 492,01 €
	TOTAL SAINT PIERRE D'ALBIGNY		- €	- €	- €	- €	7 492,01 €
TOTAL			13 983 003,19 €	- €	- €	661 095,87 €	13 462 900,70 €

F.4. Les provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges augmentent légèrement entre 2024 et 2025.

Les provisions cette année sont des provisions pour risque prud'homale et pour une taxe foncière, 74 500 €.

Pas de reprise de provisions sur l'exercice.

	SOLDE 2024	PROVISION 2025	UTILISÉ 2025	NON UTILISÉS ET REPRIS AU COURS DE L'EXERCICE	SOLDE 2025
Notre-Dame de France - Abbeville					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	11 815 €				11 815 €
Centre Claudine Echernier - Chavanod					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	18 606 €				18 606 €
EHPAD Abbé Charron - Chéroy					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	14 377 €				14 377 €
TAXE FONCIERE 5 ANS	22 500 €	53 000 €			75 500 €
Maison Saint Joseph - Créhen					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	2 440 €				2 440 €
Saint Joseph - Etampes					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	17 265 €				17 265 €
Beau Site - Haroué					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	17 834 €				17 834 €
La Providence - La Flèche					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	9 304 €				9 304 €
RISQUE CONTENTIEUX	28 050 €				28 050 €
Les Augustines - Meaux					
CONTENTIEUX CPH	47 500 €				47 500 €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	23 616 €				23 616 €
EHPAD Jean XXIII - Montferrand-le-Château					
CONTENTIEUX CPH	30 000 €				30 000 €
CP MALADIE HORS EFFECTIF	23 497 €				23 497 €
Le Prieuré - Pontchâteau					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	4 948 €				4 948 €
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	13 727 €				13 727 €
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	6 074 €				6 074 €
RISQUE CONTENTIEUX	21 500 €	21 500 €			43 000 €
Retraitements					
La Compassion - Saint Firmin					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	17 537 €				17 537 €
Siège social - Lille					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	4 799 €				4 799 €
RISQUE CONTENTIEUX	117 000 €				117 000 €
RISQUE PRUD'HOMME	102 000 €				102 000 €
Foyer du Col du Frêne - Saint Pierre d'Albigny					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	16 774 €				16 774 €
Les Fassoies - Talant					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	29 948 €				29 948 €
RISQUE REPRISE PREV. APGIS	17 687 €				17 687 €
EHPAD de Blon - Vaudry					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	5 923 €				5 923 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque					
CP MALADIE HORS EFFECTIF	15 313 €				15 313 €
TOTAL général	640 035 €	74 500 €	- €	- €	714 535 €

F.5. Les provisions pour indemnités de fin de carrière

Les provisions pour indemnités de fin de carrière progressent entre les deux exercices sur base du détail ci-après :

	SOLDE 2024	PROVISION 2025	UTILISE 2025	NON UTILISES ET REPRIS AU COURS DE L'EXERCICE	SOLDE 2025
Notre-Dame de France - Abbeville	110 267,92 €	20 322,00 €			130 589,92 €
Centre Claudine Echernier - Chavanod	25 661,94 €	2 905,60 €	1 132,60 €		27 434,94 €
EHPAD Abbé Charron - Chéroy	62 966,05 €	5 352,10 €	1 331,10 €		66 987,05 €
Maison Saint Joseph - Créhen	78 392,90 €	7 325,90 €	15 870,90 €		69 847,90 €
Saint Joseph - Etampes	34 751,91 €	16 844,90 €	503,90 €		51 092,91 €
Beau Site - Haroué	67 867,95 €	12 643,50 €	10 317,50 €		70 193,95 €
La Providence - La Flèche	44 456,96 €	14 741,40 €	7 548,40 €		51 649,96 €
Les Augustines - Meaux	111 705,00 €	9 186,50 €	1 830,50 €		119 061,00 €
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	54 922,86 €	14 175,00 €			69 097,86 €
Le Prieuré - Pontchâteau	67 553,93 €	10 461,20 €	5 016,20 €		72 998,93 €
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin	44 781,04 €	15 996,00 €			60 777,04 €
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart	82 815,95 €	11 600,00 €			94 415,95 €
Retraitement	- €				- €
La Compassion - Saint Firmin	39 498,00 €	9 831,90 €	991,90 €		48 338,00 €
Siège social - Lille	52 599,01 €	17 841,00 €			70 440,01 €
Foyer du Col du Frêne - Saint Pierre d'Albigny	2 533,00 €	1 041,00 €			3 574,00 €
Les Fassoles - Talant	51 258,98 €	27 150,00 €			78 408,98 €
EHPAD de Blon - Vaudry	51 411,97 €	6 066,10 €	16 546,10 €		40 931,97 €
Saint Vincent de Paul - Yvré l'Evêque	38 010,93 €	6 000,00 €	1 078,00 €		42 932,93 €
Total général	1 021 456,30 €	209 484,10 €	62 167,10 €	- €	1 168 773,30 €

Commentaire

Le calcul repose désormais sur la méthode actuarielle calculée à l'aide du logiciel « espace IFC » avec les hypothèses suivantes pour 2025 :

- Un taux d'inflation de 3.5 % comme en 2024
- Un taux de mortalité sur base de la table « TV 88/90 » comme en 2024
- Un taux de progression des salaires de 2 %.
- Un taux de turn-over de 14 % contre 15.75 % en 2024.

F.6. Dettes financières

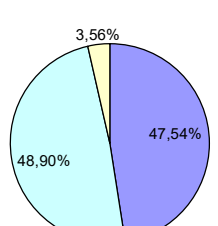
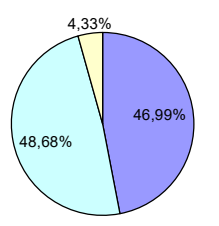
L'état des dettes financières s'établit comme suit :

	Montant au 31/12/2024	Variation 2025	Montant au 31/12/2025	Échéances à <1 an	Échéances à >1 et <5 ans	Échéances à >5 ans
Prêts bancaires	50 528 693	1 981 708	52 510 401	3 317 540	12 694 137	36 498 724
CREDIT COOPERATIF	21 611 821	4 077 019	25 688 840	1 000 908	4 217 635	20 470 297
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 431 670	-280 136	2 151 534	288 912	440 446	1 422 175
CAISSE D'EPARGNE	2 389 891	-196 918	2 192 973	201 432	838 140	1 153 401
CREDIT FONCIER	1 306 562	-87 228	1 219 334	246 326	518 112	454 896
DEXIA	19 900 347	-1 373 728	18 526 619	1 418 159	5 977 010	11 131 452
SOCIETE GENERALE	2 883 554	-154 851	2 728 703	160 438	701 761	1 866 503
GNOSSAL	4 848	-2 450	2 398	1 365	1 033	0
Découvert bancaire	17 584 925	13 781 733	31 366 658	31 366 658		
Prêts aidés	107 227	-61 542	45 685	32 035	13 650	0
Dépôts de garantie	2 311 374	18 493	2 329 867		2 329 867	
Intérêts Courus	14 667	25 582	40 249	40 248,55		
TOTAL	70 546 886	15 745 973	86 292 859	34 756 481	15 037 654	36 498 724

Commentaires

- La deuxième tranche débloquée sur l'exercice 2025 pour le chantier de Jean XXIII à Montferrand Le Château pour 4 800 000 € (pour un total de 9 800 000 €).
- Les dépôts de garantie des résidents progressent pour atteindre 2 329 867 € représentant près de 3 % de la dette restant due au 31/12/2025.
- Le montant des prêts bancaires remboursés dans l'année est de 3 018 292 € auxquels s'ajoutent les remboursements des prêts aidés (CRAM et GNOSSAL) pour 61 542 €.

Le tableau suivant présente le détail par établissement.

2025								
Emprunt à taux :	Organisme preteur	%répartition entre éts	COMMENTAIRES	EMPRUNT SIGNE	%	TAUX ACTUEL	RESTANT 2025	%
FIXE	Siège Social - Lille	0,00%	SIE	-			-	
	Les Augustines – Le Pont de Beauvoisin	0,00%	PDB	-		0,00%	-	
	Notre Dame De France – Abbeville	5,13%	ABB	2 225 755		6,35%	477 900	
	Jean XXIII – Montferrand Le Château	24,17%	MLC	10 486 188		4,35%	9 834 309	
	Le prieure	0,00%	PCH	-		0,00%	-	
	La Providence – La Flèche	23,05%	LFL	10 000 000		2,96%	3 962 001	
	La Compassion – Saint Firmin	0,00%	SFI	-		0,00%	-	
	Saint Vincent de Paul – Yvré L'Evêque	11,75%	YLE	5 100 000		3,74%	1 147 500	
	Les Fassoies – Talant	0,00%	ITAL	-		-	-	
	Centre Desfontaines – Quincy Sous Sénart	9,22%	IQSS	4 000 000		1,77%	2 192 973	
	Centre Echernier - Chavanod	0,00%	CHA	-		-	-	
	Beau Site - Haroué	3,92%	HAR	1 700 000		5,08%	1 094 539	
	Saint Joseph - Etampes	6,45%	ETA	2 800 000		3,46%	1 884 892	
	Saint Joseph - Crèhen	0,00%	CRE	-		-	-	
	Saint Joseph - Chéroy	9,22%	CHE	4 000 000		3,56%	2 728 703	
	EHPAD de Blon - Vaudry	6,91%	VAU	3 000 000		0,00%	2 465 266	
	Foyer du col du frêne - Saint Pierre d'Albigny	0,00%	SPA	-		-	-	
Maison des Augustines - Meaux	0,17%	MEA	73 940		1,00%	2 398		
				43 385 883	47,54%	3,39%	25 790 480	46,99%
VARIABLE	Siège Social - Lille	0,00%	SIE	-			-	
	Les Augustines – Le Pont de Beauvoisin	5,15%	PDB	2 300 000		3,59%	1 542 146	
	Notre Dame De France – Abbeville	6,49%	ABB	2 896 531		-	170 641	
	Jean XXIII – Montferrand Le Château	0,00%	MLC	-		-	-	
	Le Prieuré – Pontchâteau	7,45%	PCH	3 323 476		3,30%	837 434	
	La Providence – La Flèche	0,00%	LFL	-		0,00%	-	
	La Compassion – Saint Firmin	0,00%	SFI	-		0,00%	-	
	Saint Vincent de Paul – Yvré L'Evêque	0,00%	YLE	-		0,37%	-	
	Les Fassoies – Talant	0,00%	ITAL	-		-	-	
	Centre Desfontaines – Quincy Sous Sénart	0,00%	IQSS	-		-	-	
	Centre Echernier - Chavanod	20,17%	CHA	9 000 000		4,35%	5 119 746	
	Beau Site - Haroué	11,43%	HAR	5 100 000		4,13%	3 464 270	
	Saint Joseph - Etampes	10,53%	ETA	4 700 000		3,98%	2 992 889	
	Saint Joseph - Crèhen	0,00%	CRE	-		-	-	
	Saint Joseph - Chéroy	12,33%	CHE	5 500 000		3,42%	3 628 753	
	EHPAD de Blon - Vaudry	8,96%	VAU	4 000 000		-	3 311 623	
	Foyer du col du frêne - Saint Pierre d'Albigny	17,48%	SPA	7 800 000		3,43%	5 652 418	
Maison des Augustines - Meaux	0,00%	MEA	-		-	-		
				44 620 007	48,90%	3,32%	26 719 920	48,68%
0%	Siège Social - Lille	0,00%	SIE	-			-	
	Les Augustines – Le Pont de Beauvoisin	19,40%	PDB	630 092			152 656	
	Notre Dame De France – Abbeville	3,94%	ABB	128 013			128 013	
	Jean XXIII – Montferrand Le Château	8,62%	MLC	279 768			279 768	
	Le Prieuré – Pontchâteau	3,61%	PCH	117 070			117 070	
	La Providence – La Flèche	7,43%	LFL	241 137			241 137	
	La Compassion – Saint Firmin	2,16%	SFI	70 125			70 125	
	Saint Vincent de Paul – Yvré L'Evêque	4,39%	YLE	142 557			142 557	
	Les Fassoies – Talant	6,28%	ITAL	203 907			203 907	
	Centre Desfontaines – Quincy Sous Sénart	2,98%	IQSS	96 637			96 637	
	Centre Echernier - Chavanod	5,21%	CHA	169 035			169 035	
	Beau Site - Haroué	0,41%	HAR	184 136			130 107	
	Saint Joseph - Etampes	4,27%	ETA	138 639			138 639	
	Saint Joseph - Crèhen	1,93%	CRE	62 800			62 800	
	Saint Joseph - Chéroy	3,57%	CHE	115 844			115 844	
	EHPAD de Blon - Vaudry	3,71%	VAU	120 486			120 486	
	Foyer du col du frêne - Saint Pierre d'Albigny	0,00%	SPA	-			-	
Maison des Augustines - Meaux	16,85%	MEA	547 062			206 770		
				3 247 310	3,56%	0,00%	2 375 552	4,33%
TOTAL				91 253 200,16	100,00%	3,21%	54 885 952,80	100,00%
Montant Emprunté				Montant restant				
								
<div><div></div>FIXE</div> <div><div></div>VARIABLE</div> <div><div></div>0%</div>				<div><div></div>FIXE</div> <div><div></div>VARIABLE</div> <div><div></div>0%</div>				

Le tableau suivant présente **les hypothèques et garanties**.

En 2024, hypothèque de 1^{er} rang à Jean XXIII à Montferrand-le-Château dans le cadre de l'emprunt PLS de 9 800 000 €.

ETABLISSEMENT	HYPOTHEQUES		GARANTIES	
	Montant	Commentaires	Montant	Commentaires
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			650 000,00 €	50% du prêt pls de 1,3M par la commune de Pont de Beauvoisin
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			650 000,00 €	50% du prêt pls de 1,3M par le CD Savoie
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			500 000,00 €	50% du prêt de 1M par la commune de Pont de Beauvoisin
Maison des Augustines - Pont-de-Beauvoisin			500 000,00 €	50% du prêt de 1M par le CD Savoie
Notre-Dame de France - Abbeville			2 225 755,00 €	100% du prêt CDC par CD Somme
Notre-Dame de France - Abbeville			2 896 531,33 €	100% du prêt CFF par CD Somme
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	686 188,00 €	promesse d'affectation hypothécaire DEXIA Belgique		
Jean XXIII - Montferrand-le-Château	9 800 000,00 €	Hypothèque de 1er rang Crédit Coopératif		
Le Prieuré - Pontchâteau			1 250 000,00 €	50% du prêt CFF de 2,5M par le CD Loire Atlantique
Le Prieuré - Pontchâteau			1 250 000,00 €	50% du prêt CFF de 2,5M par la commune de Pontchâteau
Le Prieuré - Pontchâteau			800 000,00 €	100% du prêt CDC par la commune de Pontchâteau
La Providence - La Flèche			5 000 000,00 €	50% du prêt DEXIA de 10M par le CD Sarthe
La Providence - La Flèche			5 000 000,00 €	50% du prêt DEXIA de 10M par la commune de la Flèche
St Vincent de Paul - Yvré l'Evêque			4 080 000,00 €	80% du prêt PLS de 5,1M par le CD Sarthe
Les Fassoies - Talant				
Centre Desfontaines - Quincy-sous-Sénart				
Centre Claudine Echernier - Chavanod			9 000 000,00 €	100% du prêt PLS par le CD de haute Savoie
Beau Site - Haroué			1 020 000,00 €	20% du prêt PLS de 5,1M par la communauté de communes du Saintois
Beau Site - Haroué			4 080 000,00 €	80% du prêt PLS de 5,1M par le CD de Meurthe et Moselle
Beau Site - Haroué			1 360 000,00 €	80% du prêt Dexia de 1,7M par le CD de Meurthe et Moselle
Beau Site - Haroué			340 000,00 €	20% du prêt Dexia de 1,7M par la communauté de communes du Saintois
Maison St Joseph - Créhen				
Saint Joseph - Etampes			2 800 000,00 €	100% du prêt CDC par le CD de l'Essonne
Saint Joseph - Etampes			4 700 000,00 €	100% du prêt PLS par le CD de l'Essonne
EHPAD Abbé Charron - Chéroy			5 500 000,00 €	100% prêt BFCC par le CD Yonne
EHPAD Abbé Charron - Chéroy			4 000 000,00 €	100% prêt CDN par le CD Yonne
EHPAD de Blon - Vaudry			5 250 000,00 €	75% de l'emprunt par nantissement de placements BFCC
Foyer du Col du Frêne - St Pierre d'Albigny			7 800 000,00 €	100% du prêt PLS BFCC par le Département de Savoie
La Compassion - Saint Firmin				
Les Augustines - Meaux				
TOTAL	10 486 188,00 €		70 652 286,33 €	

F.7. Dettes fournisseurs

Le tableau suivant montre l'évolution des dettes fournisseurs (-9 %) :

	Montant au 31/12/2024	Variation 2025	Montant au 31/12/2025
Fournisseurs	1 567 712	-305 858	1 261 854
Fournisseur d'immobilisation	1 010 392	-385 620	624 773
Fournisseurs factures à recevoir	707 135	378 786	1 085 921
Fournisseurs factures à recevoir d'immobilisation	4 938	20 218	25 156
Total	3 290 178	-292 474	2 997 704

F.8. Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales augmentent de +3 % (impôts et taxes essentiellement).

	Montant au 31/12/2024	Variation 2025	Montant au 31/12/2025
Impôts, taxes et versements assimilés	1 544 822	204 614	1 749 436
Personnel	656 202	33 227	689 429
Organismes sociaux	5 283 323	74 619	5 357 942
Provisions congés payés, précarité	2 887 983	49 166	2 937 149
Total	10 372 329	361 627	10 733 956

Commentaire

Toutes les dettes sont exigibles à moins d'un an, sauf la TVA collectée qui sera payée un an après l'achèvement des travaux.

La nomenclature du bilan a été modifiée, les comptes de départements sont rattachés aux dettes fiscales et sociales à la place des autres dettes (tableau suivant).

F.9. Autres éléments du passif

	Montant au 31/12/2024	Variation 2025	Montant au 31/12/2025
Avances, acomptes sur commande et autres dettes	467 606 €	- 273 701 €	193 905 €
Produits constatés d'avance	22 405 €	+ 18 759 €	41 164 €
TOTAL	490 011 €	- 254 942 €	235 069 €

G. Informations sur les postes du compte de résultat

G.1. Cotisation

Sans objet car non prévu aux statuts de l'ACIS-France

G.2. Concours publics et subventions

Les subventions d'investissement sont présentées au *Point F. « Information sur les postes du passif » – Point F.3 « Les subventions d'investissement »*

Quant aux subventions d'exploitation, elles se composent de :

Établissement	Montant	Libellé	PCA	Solde du compte au 31/12/2025
Maison des Augustines Pont-de-Beauvoisin	6 800 €	SUB ARS BUCCO DENTAIRE	5 666 €	1 134 €
La Compassion Saint-Firmin	4 625 €	Expérimentation perte Autonomie CD54	4 625 €	0 €
Centre Claudine Echernier Chavanod	10 300 €	ARS BUCCO DENTAIRE	1 925 €	8 375 €
Foyer du Col du Frêne Saint-Pierre-d'Albigny	4 280 €	MALAKOFF Formation Analyse de pratique		4 280 €
EHPAD de Blon Vaudry	2 160 €	CD YOGA DU RIRE 12 séances	1 080 €	1 080 €
Maison Saint Joseph Créhen	10 000 €	CARSAT ERGO 2026 à 2028	10 000 €	0 €
	9 001 €	ATELIER EQUILIBRE	6 876 €	2 125 €
	400 €	Mairie de Créhen		400 €
Beau Site Haroué	6 321 €	Expérimentation perte Autonomie CD54	6 321 €	0 €
Total	53 887 €		36 493 €	17 394 €

G.3. Chiffre d'affaires et produits de tarification

Le cumul du Chiffre d'affaires, des produits de tarification et des subventions s'élève à 85 561 759 € et se décompose comme suit :

Chiffres d'Affaires	784 437
Produits de Tarification (Concours Publics)	84 098 831
Les subventions d'investissement (Point F3)	661 096
Les subventions d'exploitation (Point F2)	17 394
Ventes de Biens et Services, Concours publics et Subventions	85 561 759

L'ACIS-France compte deux secteurs :

- La personne âgée à travers ses EHPAD
- La personne en situation de handicap à travers le Foyer du Col du Frêne à Saint Pierre d'Albigny.

G.4. Contribution volontaire en nature

Sans objet.

G.5. Mises à disposition gratuites de bien

Sans objet.

G.6. Transfert à un autre projet des ressources dédiées à un projet défini, non totalement utilisées

Sans objet.

G.7. Autres informations

a) Quote-part de résultat sur opérations réalisées en commun.

Ce sont les frais de siège social arrêté par le Président du Conseil Départemental du Nord calculés sur les charges N-2.

b) Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel diminue entre les deux exercices.

L'écart s'explique en majorité par la réintégration des charges et produits d'exercices antérieurs au résultat d'exploitation. Ils ne demeurent en exceptionnel que les corrections d'amortissements dérogatoires réalisées cette année.

Produits exceptionnels		
	2024	2025
Liberalités reçues	2 804	0
Produits d'éléments d'actifs cédés	13 522	0
Quote part de subventions d'investissement	596 591	0
Reprises sur autres provisions réglementées	166 281	166 281
Total	779 197	166 281
Charges exceptionnelles		
	2024	2025
Charges exceptionnelles	2 590	0
Valeur comptable des éléments d'actifs cédés	4 671	0
Reprises sur autres provisions réglementées	64 189	64 189
Total	71 451	64 189
Résultat exceptionnel	707 746	102 092

G.8. Transfert de charges

	2024	2025
Refacturations partenaires	16 483,68	0,00
Remboursements assurance	43 412,15	0,00
Autres	4 172,31	0,00
Total	64 068,14	0,00

Commentaires

- Refacturation partenaires : Il s'agit essentiellement de refacturation aux congrégations de prestations réalisées, elles sont maintenant créditées aux comptes de charges concernés (entretien espaces verts notamment).
- Remboursements assurances : Il s'agit de sinistres couverts dans le cadre de notre contrat d'assurances, de même, les remboursements sont crédités dans les comptes de charges concernés.

H. Autres informations

H.1. Transactions avec les contreparties : Sans objet.

H.2. Les honoraires du Commissaire aux comptes

Le cabinet SLG a été retenu en 2023 au prix de 36 000 € tout compris, intégrant tous les frais. SLG a prévu une augmentation de 1 % l'an à périmètre constant, soit un prix ferme, définitif, non révisable et non ré-actualisable.

Année	Montant
2023	36 000,00 €
2024	36 360,00 €
2025	36 723,60 €

En sus, il est d'ores et déjà prévu un forfait de 1 500 € TTC pour l'intégration d'un nouvel établissement.

H.3. Informations sur les opérations et engagements envers les dirigeants

Le montant global des engagements contractés pour pensions de retraite au profit des cadres dirigeants ayant travaillé en tout ou partie sur l'année :

	Nombre de cadres	Montant
2023	24	75 399 €
2024	23	73 627 €
2025	25	76 134 €

H.4. Engagements en matière de pensions et indemnités assimilées

L'Association applique les règles de la Convention Collective 1951 concernant les montants des indemnités de départs en retraite.

H.5. Rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés et avantages en nature alloués

	Salaire brut	Dont avantages en nature
2023	368 334 €	10 914 €
2024	376 272 €	12 024 €
2025	380 681 €	12 235 €

H.6. Opérations non inscrites au bilan – informations hors bilan

Sans objet.

H.7. Effectifs : L'effectif total moyen en ETP en 2024 est de 1 075 ETP

ETP (Equivalent Temps plein)	2023			2024			2025		
	CDI	CDD	TOTAL	CDI	CDD	TOTAL	CDI	CDD	TOTAL
Famille soins									
Agent de soins	65,99	44,15	110,15	70,93	47,67	118,60	70,20	48,07	118,27
Accompagnant éducatif et social	69,32	11,23	80,55	66,87	9,98	76,85	68,93	8,23	77,16
dont salariés bénéficiant d'une indemnité PASA	0,98	-	0,98	3,60	0,01	3,61	6,56	-	6,56
Aide(e) soignant / Maître(sse) d'unité	211,70	42,28	253,98	214,91	43,21	258,13	223,12	45,67	268,79
dont salariés bénéficiant d'une indemnité PASA	2,00	-	2,00	2,56	0,34	2,90	3,9	-	3,9
Infirmier(e)	68,88	10,96	79,84	65,72	16,53	82,25	65,78	17,31	83,09
Responsable Infirmier(e)	4,47	0,40	4,87	4,36	-	4,36	5,76	-	5,76
Cadre Infirmier(e)	13,32	0,27	13,59	14,11	-	14,11	12,82	0,33	13,14
Ergothérapeute	5,08	-	5,08	4,95	-	4,95	6,08	-	6,08
Psychomotricien	2,87	0,22	3,10	2,26	-	2,26	1,96	0,16	2,12
Masseur-kinésithérapeute	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Psychologue	8,32	0,65	8,98	8,05	0,75	8,80	9,39	-	9,39
Médecin	0,87	-	0,87	0,53	0,05	0,59	0,65	0,04	0,69
Médecin coordonnateur	5,81	-	5,81	6	-	6	6,72	-	6,72
TOTAL	456,64	110,18	566,82	458,70	118,19	576,88	471,39	119,81	591,21
Famille animation									
Animateur (trice) non diplômé (e)	1,80	0,08	1,87	1,94	0,04	1,98	1,99	0,53	2,53
Animateur (trice)	16,03	0,08	16,11	14,68	0,31	14,98	12,79	0,38	13,17
Educateur (trice) sportif(ve)	1,51	0,29	1,80	2,01	-	2,01	1,75	-	1,75
TOTAL	19,33	0,45	19,78	18,63	0,34	18,97	16,53	0,92	17,45
Services Généraux									
Ouvrier de maintenance	18,71	2,78	21,49	18,49	3,55	22,04	20,42	2,23	22,65
Agent de restauration	24,33	4,64	28,97	24,03	3,17	27,20	21,93	2,52	24,45
Cuisinier	7,06	-	7,06	6,77	0,04	6,81	7,64	0,04	7,68
Second de cuisine	1,99	-	1,99	2	-	2	1,53	0,14	1,67
Responsable de maintenance	6,88	-	6,88	6,07	-	6,07	5,69	0,02	5,70
Sous-chef / Chef de cuisine	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	58,98	7,42	66,40	57,36	6,76	64,12	57,20	4,95	62,15
Famille hébergement									
Employé polyvalent	191,50	95,97	287,48	181,92	111,69	293,61	177,21	109,50	286,70
Agent de service hébergement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Responsable hébergement	1,05	-	1,05	1,07	-	1,07	1,07	-	1,07
Gouvernante	12,31	0,66	12,97	11,55	0,14	11,70	10,98	-	10,98
Agent de service lingerie	14,96	0,83	15,79	13,46	0,89	14,34	10,99	0,31	11,29
Technicien(ne) lingerie	2,01	-	2,01	2	-	2	1,99	-	1,99
TOTAL	221,83	97,46	319,30	210,01	112,72	322,72	202,23	109,80	312,04
Famille administration									
Employé (e) administratif (ve)	5,99	1,68	7,67	5,25	3,24	8,49	5,37	2,66	8,04
Technicien (ne) administratif (ve)	16,15	0,89	17,04	15,17	-	15,17	14,98	0,71	15,69
Secrétaire comptable	3,05	0,21	3,25	4,48	-	4,48	4,14	-	4,14
Secrétaire de Direction	1	-	1	1	-	1	1	-	1
Gestionnaire de paie	-	-	-	2,56	0,48	3,04	3,51	0,24	3,75
Comptable	9,03	-	9,03	8,94	0,85	9,79	8,81	1	9,82
Assistant administratif	4,92	-	4,92	3,42	0,29	3,71	3,60	0,10	3,70
Juriste	0,55	-	0,55	1	-	1	1	-	1
Cadre administratif et de gestion	9,06	-	9,06	8,12	-	8,12	7,19	-	7,19
Cadre de Direction	22,01	-	22,01	21,78	0,84	22,63	21,85	0,60	22,45
TOTAL	71,25	2,77	74,52	71,72	5,71	77,43	71,45	5,32	76,77
Famille éducative et sociale									
Moniteur (trice) éducateur (trice)	2	-	2	2	-	2	2	-	2
Educateur (trice) spécialisé (e)	1,99	-	1,99	2	-	2	1,99	0,30	2,29
Accompagnant éducatif et social	8,18	0,05	8,23	8,62	0,24	8,86	9,97	0,10	10,07
Assistant (e) social (e)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadre éducatif	0,99	-	0,99	0,99	-	0,99	1,03	-	1,03
TOTAL	13,17	0,05	13,22	13,60	0,24	13,84	15	0,40	15,40
TOTAL GENERAL	841,70	218,34	1060,04	830,02	243,96	1073,97	833,80	241,21	1075,01
	79,4 %	20,6%	100 %	77,3%	22,7%	100 %	77,6%	22,4%	100%

Dans le cadre de la réforme de la tarification que connaît notre secteur, la **négociation des CPOM** (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens) **est un point clé** comme les conventions tripartites auparavant.

Ce contrat permet de **déterminer les objectifs et les moyens tant qualitatifs que quantitatifs** de l'établissement mais également le taux d'évolution des tarifs.

Les moyens octroyés en termes de soin et de dépendance le sont par l'intermédiaire d'une équation tarifaire se basant sur les évaluations des besoins en soins (PMP) et sur la perte d'autonomie (GMP). **Les leviers pour obtenir des moyens supplémentaires et donc du personnel sont donc :**

- **La coupe GMP PMP.** Il convient néanmoins d'être vigilant car, plus les moyens octroyés sont élevés, plus l'établissement doit prendre en charge des personnes dépendantes avec des pathologies nécessitant des soins.
- Il est nécessaire de trouver un juste équilibre entre le niveau de dépendance des personnes accueillies et les possibilités de prise en charge de l'établissement pour une bonne qualité d'accompagnement et une satisfaction du personnel.

- **Le passage d'un forfait soin partiel à un forfait soin global**

- **La Diversification comme par exemple : un PASA**

I. Informations spécifiques pour les activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Ce dernier tableau permet de déterminer le résultat effectif global de l'Association en prenant en compte la part des résultats antérieurs afin de déterminer le résultat à affecter.

	Exercice 2024	Exercice 2025
RESULTAT COMPTABLE	3 184 664,04	2 288 660,45
Reprise du résultat antérieur	42 004,59	42 004,59
EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL	3 226 668,63	2 330 665,04
Dont résultat effectif sous gestion propre	0,00	0,00
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	3 226 668,63	2 330 665,04

J. Bilan et compte de résultat proforma

Le bilan et compte de résultat reprennent en N-1 les comptes comme approuvés par l'Assemblée Générale du 11 juin 2025.

BILAN COMPTABLE - ACTIF

2025				NET 2024	
ACTIF	BRUT	AMORT / PROV	NET	ACTIF	NET 2024
Actif Immobilisé				Actif Immobilisé	
Frais d'établissement					
Frais d'établissement					
Frais d'établissement	1 237 978,56	(1 237 978,56)	-		
TOTAL I	1 237 978,56	(1 237 978,56)	-		
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles				Immobilisations Incorporelles	
Frais de recherche et développement	107 950,50	(28 325,86)	79 624,64	Frais d'établissement	-
Donations temporaires d'usufruits			-	Frais de recherche et développement	64 657,65
Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes			-	Donations temporaires d'usufruits	-
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits et valeurs	480 066,21	(280 585,99)	199 480,22	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, droits	206 033,71
				Autres Immobilisations incorporelles	-
				Immobilisations incorporelles en cours	-
				Avances et acomptes	-
Immobilisations Corporelles				Immobilisations Corporelles	
Terrains	6 992 601,92		6 992 601,92	Terrains	6 992 601,92
Constructions	158 676 678,87	(91 264 942,41)	67 411 736,46	Constructions	72 265 351,67
Installations techniques matériel et outillage industriel	4 462 393,34	(3 430 844,89)	1 031 548,45	Installations techniques matériel et outillage	10 742 414,82
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes	39 153 092,05	(17 407 366,01)	21 745 726,04	Autres immobilisations corporelles	-
				Immobilisations corporelles en cours	6 977 950,07
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			-	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Immobilisations Financières				Immobilisations Financières	
Participations			-		
Créances rattachées à des participations			-		
Autres titres immobilisés	1 239 800,50		1 239 800,50	Autres titres immobilisés	1 233 151,50
Prêts	1 762 944,86		1 762 944,86	Prêts	1 628 313,86
Autres immobilisations financières	3 234,00		3 234,00	Autres	3 114,00
TOTAL II	212 878 762,25	(112 412 065,16)	100 466 697,09	TOTAL I	100 113 589,20
Comptes de Liaison				Comptes de Liaison	
Comptes de Liaison				Comptes de Liaison	-
Comptes de Liaison			-	Comptes de Liaison	-
TOTAL III	-	-	-	TOTAL II	-
Actif Circulant				Actif Circulant	
Stocks et en cours				Stocks et en cours	454 106,57
Stocks et en cours	397 389,36		397 389,36	Avances et acomptes versés sur commandes	65 884,47
				Avances et acomptes versés sur commandes	65 884,47
Créances				Créances	
Créances redevables usagers et comptes rattachés	996 804,11	(429 815,93)	566 988,18	Créances redevables usagers et comptes rattachés	2 622 632,22
Créances reçues par legs ou donations			-	Créances reçues par legs ou donations	-
Autres créances	4 239 251,80		4 239 251,80	Autres	3 107 182,53
Charges constatées d'avance	308 112,00		308 112,00		
Valeurs mobilières de placement				Valeurs mobilières de placement	
Instruments financiers à terme et jetons détenus	74 041 697,61	(3 811 174,93)	70 230 522,68	Valeurs mobilières de placement	64 327 112,91
				Instruments de trésorerie	
				Instruments de trésorerie	-
Disponibilités	32 608 060,14		32 608 060,14	Disponibilités	20 193 168,83
				Charges constatées d'avance	
TOTAL IV	112 591 315,02	(4 240 990,86)	108 350 324,16	Charges constatées d'avance	404 898,52
Frais d'émission des emprunts				TOTAL III	91 174 986,05
Frais d'émission des emprunts				Frais d'émission des emprunts	
Frais d'émission des emprunts			-	Frais d'émission des emprunts	-
TOTAL V	-	-	-	TOTAL IV	-
Prime de remboursement des emprunts				Prime de remboursement des emprunts	
Primes de remboursement des emprunts			-	Primes de remboursement des emprunts	-
Primes de remboursement des emprunts			-		
TOTAL VI	-	-	-	TOTAL V	-
Ecart de conversion Actif				Ecart de conversion Actif	
Ecart de conversion Actif					
Ecart de conversion Actif			-		
TOTAL VII	-	-	-	TOTAL VI	-
TOTAL GENERAL	326 708 055,83	(117 891 034,58)	208 817 021,25	TOTAL GENERAL	191 288 575,25

BILAN COMPTABLE - PASSIF

Arrêté au 31/12/2025 (Durée 12 mois)	
PASSIF	NET 2025
Fonds propres	
Fonds propres sans droit de reprise	
Fonds propres statutaires	28 076 309,73
Fonds propres complémentaires	550 611,05
Fonds propres avec droit de reprise	
Fonds propres statutaires	
Fonds propres complémentaires	
Ecart de réévaluation	
Ecart de réévaluation	3 203 661,63
Réserves	
Réserves statutaires ou contractuelles	6 752 552,51
Réserves pour projet de l'entité	40 399 401,66
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	40 399 401,66
Autres réserves	
Report à nouveau	
Report à nouveau	995 690,72
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	995 690,72
Excédent ou déficit de l'exercice	
Excédent ou déficit de l'exercice	2 288 660,45
dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales & médico-sociales	2 288 660,45
Situation nette (sous-total)	82 266 887,75
Fonds propres consommables	
Fonds propres consommables	
Subventions d'investissement	
Subventions d'investissement	13 462 900,23
Provisions réglementées	
Provisions réglementées	3 078 975,81
TOTAL I	98 808 763,79
Fonds reportés et dédiés	
Fonds reportés liés aux legs et donations	
Fonds reportés liés aux legs et donation	
Fonds dédiés	
Fonds dédiés	7 865 361,77
TOTAL II	7 865 361,77
Comptes de Liaison	
Comptes de Liaison	
Comptes de Liaison	
TOTAL III	-
Provisions	
Provisions pour risques	714 535,21
Provisions pour charges	1 168 773,30
TOTAL IV	1 883 308,51
Dettes	
Emprunts Obligataires et assimilés	
Emprunts Obligataires et assimilés	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	83 914 908,81
Emprunts et dettes financières diverses	
Emprunts et dettes financières diverses	2 377 949,64
Instruments financiers à terme	
Instruments financiers à terme	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 347 774,98
Dettes des legs ou donations	
Dettes des legs ou donations	
Dettes fiscales et sociales	
Dettes fiscales et sociales	10 733 955,94
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	649 928,60
Autres dettes	
Autres dettes	193 905,39
Produits constatés d'avance	
Produits constatés d'avance	41 163,82
TOTAL V	100 259 587,18
TOTAL GENERAL	208 817 021,25

	Arrêté au 31/12/2024 (Durée 12 mois)
NET 2024	
Fonds propres	
Fonds propres sans droit de reprise	
Fonds propres statutaires	28 076 309,73
Fonds propres complémentaires	550 611,05
Fonds propres avec droit de reprise	
Fonds propres statutaires	
Fonds propres complémentaires	
Ecart de réévaluation	
Ecart de réévaluation	3 203 661,63
Réserves	
Réserves statutaires ou contractuelles	
Réserves pour projet de l'entité	38 172 432,68
<i>dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	38 172 432,68
Autres réserves	5 719 616,02
Report à nouveau	
Report à nouveau	1 070 932,15
<i>dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion</i>	1 070 932,15
Excédent ou déficit de l'exercice	
Excédent ou déficit de l'exercice	3 184 664,04
<i>dont Excédent ou déficit de l'exercice à nouveaux des activités sociales et médico-sociales</i>	3 184 664,04
Situation nette (sous-total)	79 978 227,30
Fonds propres consommptibles	
Fonds propres consommptibles	
Subventions d'investissement	
Subventions d'investissement	13 983 002,77
Provisions réglementées	
Provisions réglementées	3 181 067,45
TOTAL I	97 142 297,52
Fonds reportés et dédiés	
Fonds reportés liés aux legs et donations	
Fonds reportés liés aux legs et donation	
Fonds dédiés	
Fonds dédiés	7 727 967,56
TOTAL II	7 727 967,56
Comptes de Liaison	
Comptes de Liaison	
TOTAL III	-
Provisions	
Provisions pour risques	640 035,21
Provisions pour charges	1 021 456,30
TOTAL IV	1 661 491,51
Dettes	
Emprunts Obligataires et assimilés (Titres associatifs)	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	68 123 436,15
Emprunts et dettes financières diverses	2 423 448,72
Avances et acomptes sur commandes	366 607,29
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 274 847,56
Dettes des legs ou donations	
Dettes fiscales et sociales	10 372 329,33
Dettes sur immobilisations, comptes rattachés	1 015 329,94
Autres dettes (d'exploitation)	158 414,76
Instruments de trésorerie	
Produits constatés d'avance	22 404,91
TOTAL V	84 756 818,66
Ecarts de conversion Passif	
Ecarts de conversion Passif	
TOTAL GENERAL	191 288 575,20

COMPTE DE RÉSULTAT

Exercice clos le 31/12/2025 vs 31/12/2024

Arrêté au 31/12/2025		
Rubrique	Montant	%
Produit d'exploitation		
Cotisations		0,00%
Ventes de biens	2 147,30	0,00%
dont ventes de biens en nature		0,00%
dont ventes biens relatives aux activités soc. & médico-soc.		0,00%
Ventes de prestations de services	782 289,52	0,92%
dont parrainages		0,00%
dont ventes prestations liées aux activités soc & médico-soc		0,00%
Ventes de biens et services	784 436,82	0,93%
Concours publics et subvt* exploitation	84 777 321,64	100,00%
dont contributions financières autorités tarifications		0,00%
dont versements fondateurs ou consommation dotation consommptible		0,00%
Ressources liées à la générosité du public	3 897,46	0,00%
. Dons manuels		0,00%
. Mécénats		0,00%
. Legs, donations et assurances-vie	3 897,46	0,00%
Contributions financières		0,00%
Produits de tiers financeurs	84 781 219,10	100,00%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	155 873,95	0,18%
Produits des cessions d'immo incorporelles & corporelles	2 000,00	0,00%
Utilisations des fonds dédiés	500 868,02	0,59%
Autres produits	1 267 119,69	1,49%
dont complément de rémunération TH		0,00%
dont quote-part de résultat sur opérations en commun		0,00%
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	87 491 517,58	103,20%
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	5 453 189,40	6,43%
Variation de stocks	56 855,11	0,07%
Autres achats et charges externes	11 734 612,20	13,84%
Aides financières		0,00%
Impôts, taxes et versements assimilés	5 465 049,08	6,45%
Salaires	38 263 192,18	45,13%
Cotisations sociales	15 011 390,03	17,71%
Dotations aux amortissements & aux dépréciations	7 192 266,15	8,48%
Dotations aux provisions	283 984,10	0,33%
Valeurs comptables des immobilisations cédées	39 626,37	0,05%
Report en fonds dédiés	638 262,23	0,75%
Autres charges	78 418,15	0,09%
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	84 216 845,00	99,34%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	3 274 672,58	3,86%
Produits financiers		
De participations		0,00%
D'autres valeurs mob. & créances de l'actif immobilisé	1 562 134,44	1,84%
Autres intérêts et produits assimilés	9 007,44	0,01%
Reprises sur dépréciations & provisions		0,00%
Différences positives de change		0,00%
Produits des immo. financières cédées		0,00%
Produits nets s/cessions VPM et de trésorerie		0,00%
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	1 571 141,88	1,85%
Charges financières		
Dotations amort., dépréciations et provisions	652 045,04	0,77%
Intérêts et charges assimilées	1 866 205,83	2,20%
Différences négatives de change		0,00%
Valeurs comptables des immo financières cédées		0,00%
Charges nettes s/cessions VPM et de trésorerie		0,00%
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	2 518 250,87	2,97%
RÉSULTATS FINANCIERS	(947 108,99)	-1,12%
RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	2 327 563,59	2,75%
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	166 281,12	0,20%
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	166 281,12	0,20%
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	64 189,48	0,08%
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	64 189,48	0,08%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	102 091,64	0,12%
Participation des salariés TOTAL VII	-	0,00%
Impôts sur les bénéfices	140 994,78	0,17%
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE (RÉSULTAT NET)	2 288 660,45	2,70%

Arrêté au 31/12/2024		
Rubrique	Montant	%
Produit d'exploitation		
Cotisations		0,00%
Ventes de biens		0,00%
dont ventes de biens en nature		0,00%
Ventes de services	1 391 577,75	1,71%
dont parrainages		0,00%
dont ventes prestations liées aux activités soc. & médico-sa		0,00%
Ventes de biens et services	1 391 577,75	1,71%
Concours publics et subvt* exploitation	81 322 558,00	100,00%
Subventions d'exploitation	6 360,00	0,01%
dont contributions financières autorités tarifications		0,00%
dont versements fondateurs ou consommation dotation consommptible		0,00%
. Dons manuels		0,00%
. Mécénats		0,00%
. Legs, donations et assurances-vie		0,00%
Ressources liées à la générosité du public	-	0,00%
Contributions financières		0,00%
Produit de tiers financeurs	81 328 918,00	100,01%
Reprises/prov. & amort, transf. de charge	210 670,43	0,26%
Utilisations des fonds dédiés	501 159,47	0,62%
Autres produits	1 681 264,47	2,07%
dont complément de rémunération TH		0,00%
dont quote-part de résultat s/ opérations en commun		0,00%
PRODUIT D'EXPLOITATION TOTAL I	85 113 590,12	104,66%
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	5 522 117,98	6,79%
Variation de stocks	(8 944,22)	-0,01%
Autres achats et charges externes	10 917 982,52	13,43%
Impôts, taxes et versements assimilés	5 535 931,14	6,81%
Salaires et traitements	37 181 068,20	45,72%
Charges sociales	15 706 489,54	19,31%
Dotations aux amortissements	6 520 914,77	8,02%
Autres charges	368 913,90	0,45%
Dotations aux provisions	268 959,50	0,33%
Report en fonds dédiés	562 695,84	0,69%
Aides financières		0,00%
CHARGES D'EXPLOITATION TOTAL II	82 576 129,17	101,54%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	2 537 460,95	3,12%
Produits financiers		
Produits financiers de participations		0,00%
Autres valeurs mob., créances d'actif im.	1 729 865,43	2,13%
Autres intérêts et produits assimilés	9 763,74	0,01%
Reprises/provisions et transfert de char	291 022,11	0,36%
Différences positives de change		0,00%
Produits nets/cession des V.M.P		0,00%
PRODUITS FINANCIERS TOTAL III	2 030 651,28	2,50%
Charges financières		
Dotations amort., dépréciations et provisions		0,00%
Intérêts et charges assimilées	1 947 035,83	2,39%
Différences négatives de change		0,00%
Charges nettes/cessions des V.M.P.		0,00%
CHARGES FINANCIÈRES TOTAL IV	1 947 035,83	2,39%
RÉSULTATS FINANCIERS	83 615,45	0,10%
RÉSULTATS COURANTS AVANT IMPÔTS	2 621 076,40	3,22%
Produits exceptionnels		
Sur opération de gestion	2 803,55	0,00%
Sur opération en capital	610 112,68	0,75%
Reprises/provisions et transfert de char	166 281,12	0,20%
PRODUITS EXCEPTIONNELS TOTAL V	779 197,35	0,96%
Charges exceptionnelles		
Sur opération de gestion	2 590,32	0,00%
Sur opération en capital	4 671,40	0,01%
Dotation aux amortissements et aux prov.	64 189,48	0,08%
CHARGES EXCEPTIONNELLES TOTAL VI	71 451,20	0,09%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	707 746,15	0,87%
Impôts sur les bénéfices	144 158,51	0,18%
EXCÉDENT OU DÉFICIT DE L'EXERCICE (RÉSULTA	3 184 664,04	3,92%